LE JOURNAL DES TRAVAILLEURS DES INDUSTRIES DU LIVRE, DU PAPIER ET DE LA COMMUNICATION CGT • www.filpac-cgt.fr

impac

• août-septembre-octobre 2022
CPPAP : 0715 S 07535
190
• 2,50€

ÉNERGIES / PAGE 8
Un chèque en bois pour les forêts

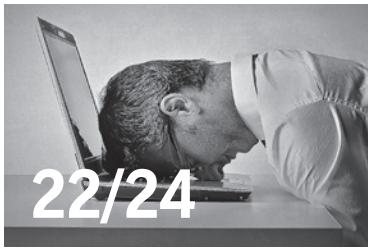
MÉDIAS / PAGE 22
Ebra m'en tombe

LUTTES / PAGE 26
Poubelle la vie

L'odeur de la poudre contre les syndicats

PAGES 15-16 >**ÊTRE SYNDICALISTE EN COLOMBIE, C'EST RISQUER SA VIE AU QUOTIDIEN. TÉMOIGNAGE.**

impac /190 sommaire



SUPPLÉMENT CONFÉDÉRAL pages **4-7**
Augmenter les salaires, pas l'âge de la retraite

LA PLANÈTE BRÛLE pages **8-9**
Un chèque en bois pour les forêts

LA PLANÈTE BRÛLE page **10**
Attention à la multiplication des pins

ÉNERGIE page **12-13**
Un Bolloré peut en cacher un autre

SYNDICALISME INTERNATIONAL page **14**
Comité exécutif Uni graphique et Packaging monde et Europe

SYNDICALISME INTERNATIONAL page **15-16**
L'odeur de la poudre contre les syndicats

FÊTE DE L'HUMA/TABLE RONDE pages **18-19**
L'État ne protège plus les français

LA FILPAC EN LUTTE pages **20-21**
Clear Channel se fait plier

MÉDIAS pages **22-24**
Ebra m'en tombe

MÉDIAS page **25**
Dans le Sud-Est, deux imprimeries en voie de disparition

LUTTES pages **26-28**
Poubelle la vie

LECTURES page **29-30**

BILLET D'HUMEUR (mauvaise...) page **31**
Arrêtez de harceler la liberté !

impac n°190 – août-septembre-octobre 2022 – CPPAP 0715 S 07535
Le journal des travailleurs des industries du Livre, du Papier et de la Communication CGT
Directeur de la publication : **Carlos Tunon**
Ont participé à ce numéro : **Jerémie Demay, Anne Duvivier, Pascal Lefèbvre, Carlos Tunon** /
Coordination : **Jérémie Demay, Pascal Lefèbvre** / Maquette, direction artistique : **Frédéric Joffre** /
Correction : **Anne Duvivier** / Photos : syndicats Filpac CGT, Stock, D.R. / Illustrations : **Rust** /
filpac cgt : case 426 – 263, rue de Paris – 93154 Montreuil Cedex – filpac@filpac-cgt.fr – **www.filpac-cgt.fr** –
Tél. : 01 55 82 85 74 / Imprimerie RIVET, 87000 Limoges.

La FILPAC CGT respecte les règles de triage ecocitoyen pour toutes ses publications
Cartons et emballages papier à trier

Salaires ou profit : une lutte permanente !

CARLOS TUNON,
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA FILPAC CGT

La question salariale s'invite en grand dans le débat politique actuel. Elle incite même les chantres de la théorie du « ruissellement » chère au Président Macron et à son ministre de l'économie, à demander aux entreprises ultra-profitables de faire un « geste » pour tenter d'éteindre le feu de la colère sociale actuelle.

Alors que les prix des produits de première nécessité explosent à des hauteurs jamais atteintes depuis quarante ans, le président des super-riches refuse en bloc toute indexation des salaires, revendiquée par la grande majorité des travailleurs, au prétexte d'un risque inflationniste inmaîtrisable.

On ne parle plus de « pouvoir d'achat » mais de « reste à vivre », voire de « survivre », tant la situation devient catastrophique pour des millions de familles, dont les salaires ne suffisent pas à faire face aux augmentations du prix du chauffage, de l'électricité, du pain, des légumes et de l'alimentation en général.

Pendant ce temps, le patron de Total tente de justifier l'augmentation de plus de 60 % de son salaire (hors stock-option et autres accessoires de rémunération) atteignant la modique somme de 6 millions d'euros, comme tout à fait normale !

Les 38 sociétés du CAC 40 ont encore cette année, pour le premier semestre 2022, déclaré des bénéfices record s'élevant à plus de 73 milliards d'euros, en hausse de 26 % par rapport à 2021 qui était déjà une année exceptionnelle.

Et nous voici de nouveau confrontés aux discours ultra-libéraux du macronisme, de ses alliés de droite et du RN, qui, au prétexte de sauvegarder la compétitivité de l'économie française et son attractivité (impôt sur les multinationales parmi les plus faibles d'Europe), ne veulent surtout pas taxer le capital, donc les profits, et encore moins rétablir l'impôt sur la fortune des milliardaires.

Tentant de calmer la revendication salariale générale et les luttes qui l'accompagnent, le gouvernement dégaine sa prime de « partage de la valeur » permettant aux entreprises de s'exonérer d'une partie des cotisations sociales, donc de notre salaire socialisé.

C'est donc nous qui payons en grande partie cette prime !

Les taux de marge des entreprises atteignent des records et permettent sans aucun problème d'absorber des hausses de salaire équivalentes à celle de l'inflation réelle, sans entrer dans une spirale inflationniste érigée en épouvantail par Macron et ses amis ultra-riches.

Plus que jamais le choix dans la répartition de la richesse créée par les travailleurs est au cœur de l'affrontement social de classe. Salaire ou profit, notre choix est fait !

Partout dans les entreprises, menons le débat avec les travailleurs, faisons la démonstration que la lutte paie, et mobilisons le plus grand nombre pour imposer le choix de classe de la justice sociale ! ●

« Les 38 sociétés du CAC 40 ont encore cette année, pour le premier semestre 2022, déclaré des bénéfices record s'élevant à plus de 73 milliards d'euros, en hausse de 26 % par rapport à 2021 qui était déjà une année exceptionnelle. »

contact
cgt.fr

La CGT propose d'augmenter le Smic à **2 000 euros bruts**

Augmenter les salaires, pas l'âge de la retraite

Édito

Depuis des mois, les travailleurs et les travailleuses de tous les secteurs professionnels se mobilisent pour obtenir des augmentations générales de salaire.

L'inflation galopante touche de plus en plus toutes les familles qui redoutent l'hiver et les factures d'énergie, voient le prix de l'alimentation, des produits de première nécessité ou des carburants exploser. Pourtant, le gouvernement ne répond aux urgences sociales et à la montée des inégalités que par des mesurettes inefficaces à l'image de la loi sur le pouvoir d'achat. Il poursuit même ses projets de régression sociale en matière de droit au chômage et de report de l'âge de départ à la retraite.

Les entreprises touchent de plus en plus d'aides publiques – leur montant est estimé à plus de 157 milliards d'euros cette année. Les grandes entreprises, à l'image de TotalEnergies, versent toujours plus de dividendes à leurs actionnaires.

Gouvernement et Medef, main dans la main, s'en prennent même au droit fondamental de grève et aux libertés publiques avec les réquisitions de salarié·es face aux grèves majoritaires dans des raffineries.

Les travailleur·ses engagé·es dans les mouvements sociaux restent déterminé·es. Seules les mobilisations par la grève dans les entreprises ou les services obligent ces dernières à ouvrir des négociations. Beaucoup de secteurs obtiennent d'ailleurs de belles avancées salariales grâce à ces rapports de force.

Augmenter les salaires est essentiel pour obtenir de bonnes retraites à 60 ans.

La hausse générale des salaires, c'est plus de cotisations pour la Sécurité sociale. C'est donc des moyens supplémentaires pour soigner, éduquer les enfants, être protégé·es en cas d'accidents du travail et de maladies professionnelles, de handicap. C'est aussi mieux vivre et vieillir à la retraite.

Face au projet de réforme des retraites injuste et rejetée par la très grande majorité de la population, la CGT porte des propositions alternatives finançables avec une autre répartition des richesses.

Afin de lutter et de gagner, il faut s'unir, s'organiser pour agir collectivement. C'est la force qu'on se donne en se syndiquant.

C'est aussi voter, pour donner du poids au syndicat – notamment dans les négociations – et pour de bons accords, votons CGT lors des prochaines élections professionnelles.

Défendre de bonnes retraites à 60 ans et plus tôt pour tous les métiers pénibles.

Obtenir des augmentations de salaires, du Smic et l'indexation automatique de tous les niveaux de rémunération sur le coût de la vie.

C'est urgent et c'est possible tout de suite !

Augmentation des salaires

SMIC à 2000 €

32 heures par semaine

Retraite à soixante ans

Égalité femmes/hommes

15 32 60

Plus d'informations sur cgt.fr

Tout augmente, sauf les salaires

La retraite à 60 ans, une mesure de justice sociale

70 milliards d'euros
versés aux actionnaires du CAC 40 en 2021, cela représente 1,4 million de salarié·es du privé au salaire moyen de 2019 (cotisations sociales comprises)

21 milliards d'euros
de cadeaux fiscaux aux entreprises depuis 2017, c'est 3 fois le montant nécessaire pour éradiquer la grande pauvreté

Salaires/

Tout augmente, sauf les salaires !

Avec la flambée des prix, les augmentations de salaires sont au cœur des luttes ces derniers mois. Depuis trop longtemps, le patronat n'a qu'une obsession : réduire le « coût du travail ». Il balaie toute demande d'augmentation de salaire sous prétexte que ce ne serait pas raisonnable pour l'économie. Contrairement à ce qu'il prétend, depuis quarante ans, la part des salaires et cotisations sociales par rapport aux richesses créées n'a jamais cessé de diminuer. Concrètement, plus de 200 milliards d'euros sont passés de la poche des travailleur·ses à celles des actionnaires. En 2021 – donc en pleine pandémie – les quarante plus grosses entreprises françaises ont réalisé 163 milliards d'euros de profits (+ 300 %), elles ont toutes touché des milliards d'euros d'aides publiques (le fameux « quoi qu'il en coûte ») et supprimé des dizaines de milliers d'emplois. Dans le même temps, elles ont versé 70 milliards d'euros de dividendes à leurs actionnaires (+ 57 milliards par rapport à 2020). La rémunération des PDG de ces entreprises s'élève à 237 millions d'euros, soit 23 % d'augmentation en un an. Voilà où passent les richesses créées par les travailleur·ses de notre pays !

© Baponshoo

Nos salaires doivent suivre l'inflation des prix

Depuis le début de l'année, les prix à la consommation ont augmenté de plus de 6 %. L'inflation devrait même atteindre 10 % d'ici la fin de l'année. Depuis plus de vingt ans, les prix augmentent plus vite que les salaires. Le pouvoir d'achat des travailleur·ses, des privé·es d'emploi et des retraité·es diminue d'année en année. Selon la Dares, le salaire mensuel de base a baissé de 2,9 % sur un an, en euros constants. La perte de pouvoir d'achat est de 2,2 % pour les employé·es, 2,7 % pour les ouvrier·es et de 3,6 % pour les cadres et les professions intermédiaires.
Le niveau de rémunération – à commencer par le Smic – reste clairement insuffisant pour faire face à l'augmentation du coût de la vie et pour reconnaître les qualifications. Si le salaire minimum est indexé sur l'inflation, ce n'est pas le cas des grilles de salaires. Aussi, à chaque revalorisation, de nombreuses conventions collectives ont plusieurs niveaux de salaires minima situés en dessous du Smic. Or, des minima salariaux trop bas ont une incidence sur l'ensemble de la grille de salaires et donc sur les évolutions de rémunérations. L'absence de rattrapage des minima sur le Smic érode, au fur et à mesure, la position hiérarchique de l'échelle des salaires. Ainsi, beaucoup de salarié·es sont déclassé·es, et leurs qualifications non reconnues. Dans la fonction publique, le même phénomène existe. Ainsi, un·e fonctionnaire de catégorie C peut passer neuf ans au Smic en raison du gel des salaires. Les catégories A et B de la fonction publique ont perdu 10 % en une décennie.

L'égalité professionnelle et salariale entre les femmes et les hommes, c'est maintenant

Tous temps de travail confondus, les femmes gagnent 26 % de moins que les hommes. Outre les phénomènes de pure discrimination sexiste, ces écarts sont principalement liés à un certain nombre de facteurs sur lesquels il est possible d'agir : les temps partiels, l'écart cumulé sur les carrières, la non-mixité des emplois qualifiés et la dévalorisation des métiers à prédominance féminine, l'écart sur la part variable de la rémunération (primes, heures supplémentaires…). La CGT porte l'exigence de l'augmentation des salaires et la reconnaissance des qualifications des métiers à prédominance féminine. Elle propose également des mesures concrètes pour lutter contre la discrimination à l'embauche, ainsi que la mise en place d'indicateurs permettant de mesurer les discriminations au long de la carrière, afin d'y mettre fin.

La reconnaissance des qualifications

La qualification, c'est l'ensemble des savoirs et des savoir-faire du ou de la salarié·e acquis par la formation initiale, continue et par l'expérience professionnelle. La qualification ne se résume pas à une liste de compétences. La classification, c'est la position du ou de la salarié·e dans la grille hiérarchique en fonction de sa qualification. La grille de classifications permet de déterminer la grille des salaires.
Le triptyque qualification/classification/salaire est remis en cause par le patronat depuis plusieurs années. En remplaçant la qualification par le « tout-compétence », le patronat met à mal l'ensemble des outils qui font sens et permettent aux salariés de se reconnaître collectivement au sein d'un champ professionnel et d'un métier. Le patronat veut clairement payer les travailleur·ses en fonction du poste de travail et non pas en fonction de leurs qualifications ou expérience professionnelle, toujours dans le but de faire pression sur le salaire. Aussi, gagner des augmentations de salaire, c'est reconnaître les qualifications et le travail de chacun·e.

Primes, augmentations individuelles ou augmentation générale des salaires ?

Bien qu'alléchante, la prime est souvent individuelle et laisse libre cours au chantage des patron·nes – notamment en ce moment – pour diminuer son montant, voire refuser de l'octroyer aux salarié·es. Certaines ne sont pas soumises à cotisations sociales ou sont défiscalisées (intéressement, participation, prime inflation, énergie, prime exceptionnelle de pouvoir d'achat, etc.). C'est donc autant d'argent qui reste dans les poches du patronat.
Quant aux augmentations individuelles, elles répondent souvent à des objectifs fixés pour les intérêts financiers de l'entreprise et ne s'appliquent donc pas à tou·tes.
Se mobiliser pour des augmentations générales de salaire, c'est lutter contre l'individualisation de la rémunération. Obtenir des augmentations générales et pérennes des salaires, si possible en pourcentage, c'est conserver des écarts de salaires entre les niveaux de qualification, reconnaître les diplômes ainsi que l'expérience professionnelle. Le salaire socialisé (c'est-à-dire avec toutes les cotisations sociales) reste essentiel à l'émancipation et à la construction sociale de chacun·e.

157 milliards d'euros
Montant des aides publiques versées aux entreprises

1 000 milliards d'euros
Montant cumulé de la fortune des 500 personnes les plus riches de France

Retraites/

La retraite à 60 ans, une mesure de justice sociale

La CGT défend la garantie d'un droit légal de départ à la retraite à 60 ans, avec une pension à taux plein qui ne doit pas être inférieure au Smic. Ce dernier doit être porté à 2000 euros brut. Rappelons que les retraité·es ont perdu entre 10 et 12 % de leur pouvoir d'achat en quinze ans, soit un mois de pension par an. C'est uniquement dû aux réformes successives – pourtant censées améliorer leur situation. Ce retour à une retraite à 60 ans va dans le sens de l'histoire et constitue une mesure de justice sociale. En effet, on constate que près d'un·e actif·ve sur deux n'est plus en emploi à 60 ans, y compris parce qu'elles et ils sont poussé·es vers la sortie par les employeur·ses les considérant comme moins productif·ves ou trop chers. C'est une mesure de justice sociale alors que la différence d'espérance de vie entre les plus riches et les plus pauvres peut atteindre treize ans et que l'espérance de vie en bonne santé, c'est-à-dire sans être malade ou physiquement diminué·e, reste inférieure à 64 ans. Le sens du progrès, c'est de travailler moins longtemps. Dans ce sens, la CGT revendique aussi la réduction du temps de travail à 32 heures.

© Bapoushoo

Des mesures pour vivre la retraite en bonne santé !

La CGT estime que le système existant doit garantir le maintien des régimes spéciaux bénéficiant de dispositifs de départs anticipés qui ont fait leurs preuves. Ces derniers doivent servir de base pour élargir ce droit à départ anticipé en retraite à taux plein avant 60 ans à tou·tes les salarié·es, notamment dans le secteur privé, ayant exercé des travaux pénibles et astreignants. Il est temps de prendre en compte, par des garanties collectives, les situations de travail particulièrement difficiles des salarié·es du bâtiment, du commerce, de l'agroalimentaire, les aides à domicile, les salarié·es exposé·es aux risques psychosociaux… C'est un chantier qui doit s'ouvrir en urgence, tout en renforçant la protection, la sécurité la prévention et la santé au travail. Cela nécessite de profondément changer l'organisation du travail. La CGT exige aussi des droits nouveaux et une garantie de départ anticipé à la retraite à taux plein pour les personnes en situation de handicap.

Augmenter les salaires, c'est bon pour les retraites

La CGT est attachée au système actuel de retraite par répartition, basé sur la production des richesses par les travailleur·ses. Sa solidité et sa fiabilité sur le long terme ne font pas débat, comme en atteste le dernier rapport du Conseil d'orientation des retraites. Il reste un symbole de modernité et doit évoluer pour prendre en compte les évolutions du monde du travail et de la démographie. Ce principe assure la pérennité de la retraite pour les générations futures et garantit la possibilité d'augmenter les recettes pour répondre aux besoins de toutes et tous. Augmenter les salaires, payer justement la qualification, c'est aussi bon pour les retraites !

Gagner l'égalité salariale entre les femmes et les hommes permettrait non seulement de gagner des droits nouveaux, mais également de renflouer la Sécurité sociale et les caisses de retraite de 5 milliards d'euros par an.

Améliorer les droits à la retraite pour toutes et tous, c'est un choix de société qui remet au cœur la reconnaissance du travail et la place de celles et ceux qui, par leur travail, créent les richesses dans notre pays.

Construire un système plus solidaire pour les jeunes générations

Ces prochaines décennies doivent voir se développer de nouveaux droits. Ces derniers doivent d'abord être pensés pour la jeunesse, de plus en plus diplômée et qualifiée. Nous revendiquons la prise en compte d'années d'études ou de recherche de premiers emplois pour le calcul de la retraite – comme c'est déjà le cas en Allemagne. Cela permettra de poser le droit à la retraite comme une nouvelle étape dans sa vie professionnelle, de citoyen ou citoyenne à part entière.

Un système pérenne et solidaire est possible et finançable

Il n'y a pas de problème de financement pour mettre en œuvre rapidement des droits améliorant la retraite de toutes et tous. Ce sont les exonérations de cotisations sociales (5,5 milliards d'euros en moins pour la retraite) et les bas salaires, l'explosion de la précarité au travail qui pèsent sur le régime des retraites.

La CGT propose des mesures immédiates de financement, notamment en élargissant l'assiette de cotisations aux dividendes versés aux actionnaires pour mettre le capital à contribution (14 milliards d'euros). Elle propose que l'ensemble des revenus tels l'intéressement, la participation, l'épargne salariale… soient soumis à cotisations (10 milliards d'euros). Elle défend la mise en place d'une surcotisation sur les emplois précaires – CDD, intérim, etc. : un point supplémentaire de cotisation rapporterait un milliard d'euros et découragerait le recours à la précarité –, le déplafonnement des cotisations sur les salaires très élevés, la lutte contre les fraudes fiscales et sociales des plus riches. Sur ce dernier point, la plateforme Deliveroo, en privant les travailleurs de leurs droits à protection sociale, vient d'être reconnue coupable de fraude sociale et fiscale, avec un manque à gagner de 7 à 9 milliards d'euros de cotisations sociales par an.

Les aides publiques aux entreprises, sans conditionnalité ou contrepartie, s'élèvent à plus de 150 milliards d'euros par an. Tous les quinze ans, nous dépensons l'équivalent d'une année de richesses crées par les travailleur·ses (2200 milliards d'euros).

Alors, toujours pas d'argent pour les retraites ?

Pour les salaires, la CGT revendique

- un **Smic à 2 000 euros bruts** ;
- la mise en place de l'**échelle mobile des salaires,** c'est-à-dire un dispositif qui entraîne la revalorisation automatique des salaires en fonction des hausses de prix ;
- une **augmentation automatique de tous les salaires minima** des branches professionnelles quand le Smic augmente ;
- l'**ouverture (ou réouverture) immédiate de négociations salariales dans les branches, les entreprises et l'administration publique** pour augmenter l'ensemble des salaires ;
- la **reconnaissance des diplômes dès l'embauche** ;
- le **paiement de la qualification à la même hauteur**, quel que soit le secteur dans lequel on travaille.

Financer de bonnes retraites par répartition et à prestations définies, c'est possible les propositions de la CGT

- **Modifier la répartition des richesses :**

Passage du taux de chômage à 7,4 % en 2022 =	Augmentation des salaires de 3,5 % =	Augmentation du point d'indice de la fonction publique =	Integration des primes dans la fonction publique =	Égalité salariale femme/homme =
+10 milliards d'euros	**+6,5 milliards d'euros**	**+6 milliards d'euros**	**+6 milliards d'euros**	**+5,5 milliards d'euros**

- **Supprimer les exonérations et soumettre à cotisations sociales tous les éléments de rémunération :**

La suppression des exonérations de cotisations patronales permettrait de dégager pour les caisses de retraite =	Soumettre à cotisations l'épargne salariale =	Instaurer un malus sur les emplois précaires =	Lutter contre la fraude aux cotisations sociales =
+20 milliards d'euros	**+10 milliards d'euros**	**+10 milliards d'euros**	**+1 à 2 milliards d'euros**

grille des salaires revendiquée par la CGT

NON DIPLÔMÉ	**2 000 euros** Smic
CAP/BEP	**2 400 euros** 1,2 Smic
BAC	**2 800 euros** 1,4 Smic
BAC + 2	**3 200 euros** 1,6 Smic
BAC + 3	**3 600 euros** 1,8 Smic
BAC + 5	**4 000 euros** 2 Smic
BAC + 8	**4 600 euros** 2,3 Smic

Salaires bruts à l'embauche.

Plus nombreux, nous sommes plus forts

De nombreuses transformations pèsent sur notre quotidien, sur nos conditions de travail et interrogent notre avenir. Les salarié·es ont souvent un sentiment d'impuissance face à ces bouleversements. Comment agir pour maîtriser notre avenir ? Comment intervenir sur les choix qui nous touchent directement ? Chacun d'entre nous détient une part de la solution. Beaucoup dépend de ce que nous sommes capables de faire ensemble pour que notre avis soit entendu, que les revendications élaborées ensemble trouvent une issue positive. La CGT défend les intérêts individuels et collectifs des salarié·es. Quand nous prenons nos affaires en main, on peut changer les choses. Dans beaucoup de services ou d'entreprises, l'action collective permet des avancées en matière de salaires, de conditions de travail, de lutte contre la précarité… La CGT se nourrit des différences de chacun·e pour faire vivre des valeurs de justice, de solidarité, de démocratie, d'antiracisme. Nous avons besoin que la CGT devienne plus forte, qu'elle s'installe dans le quotidien de travail de toutes et tous, partout. Alors faites comme des milliers de salarié·es chaque année, organisez-vous, rejoignez-nous !

Bulletin de contact et de syndicalisation

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Téléphone _____ Courriel _____

Âge _____ profession _____

Entreprise (nom et adresse) _____

Bulletin à renvoyer à La CGT, espace Vie syndicale, case 5-1, 263 rue de Paris - 93516 Montreuil Cedex
Téléphone : 01 55 82 81 94, courriel : orga@cgt.fr. Vous pouvez aussi adhérer en ligne sur www.cgt.fr.

La CGT recueille ici vos données personnelles pour le traitement de votre adhésion. Vous pouvez exercer vos droits d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation et de portabilité en contactant notre délégué à la protection des données à l'adresse suivante : dpo@cgt.fr.

Un chèque en bois pour les forêts

Emmanuel Macron a présenté son plan pour mieux combattre les incendies. Une annonce sans envergure, qui oublie les humains, l'histoire, et les emplois liés aux forêts. Dans la région des Landes et du Bordelais, la forêt fait vivre des milliers de familles.

JÉRÉMIE DEMAY
RUST

À chaque fois c'est pareil avec Emmanuel Macron. Après une catastrophe, il agite ses petits bras musclés à grands coups d'argent public. Sans réelle concertation, ses plans se résument à un pansement sur une hémorragie. Exemple avec sa stratégie pour améliorer la lutte contre les incendies. Avec plus de 72 000 hectares partis en fumée cet été, le bilan est lourd. Les feux ont même touché des zones jusque-là épargnées par ce type de catastrophe, le Jura notamment. Dans son programme présenté le 28 octobre dernier, Emmanuel Macron a défini plusieurs axes, comme plus de moyens pour l'ONF, même si les responsables de l'Office, depuis des années, ne cessent de scier la branche sur laquelle les 8 200 employés sont assis. En augmentant les surfaces à gérer avec toujours moins de personnel, la mission de service public de l'ONF s'étiole au profit de la rentabilité à court terme. De plus, faut-il encore que les agents puissent agir sur ces parcelles. En France, les forêts sont majoritairement privées. Moins dans l'Est, où le ratio tourne autour de 50/50, que dans l'Ouest, et notamment dans le Sud-Ouest, où dans certains secteurs, la forêt est détenue à plus de 90 % par des privés. Difficile pour les agents aux uniformes verts de gérer quoi que ce soit dans ce contexte.

Problèmes d'héritages

D'autant, que les intérêts privés sont très divers. Cela va de la grande exploitation de sylviculture, où le moindre mètre carré doit être occupé, à la famille qui morcelle toujours un peu plus les parcelles à chaque héritage. Il existe même des droits locaux, remontant à l'Ancien Régime, comme à la Teste-de-Buch, dans le secteur d'Arcachon. Cette zone a littéralement flambé, perdant une grande partie de ses 3 800 hectares de forêt. Autre particularité : elle est la seule en France à être régie par un contrat civil, les « baillettes et transactions ». Concrètement, les près de 300 propriétaires ne peuvent pas vendre leurs bois. Au mieux, ils peuvent couper quand ils en ont besoin pour la construction d'une maison. Encore faut-il qu'ils justifient dix ans de résidence sur place. Résultat, sans rentrée d'argent, les propriétaires rechignent à dépenser pour entretenir leurs parcelles. Une aubaine pour les flammes qui peuvent se propager plus rapidement, et une complication supplémentaire pour le déplacement des pompiers dans ces zones.

Il est illusoire de penser que les 14 ou 16 avions pourront être livrés et opérationnels d'ici mai 2027.

Y a-t-il un pilote dans l'avion ?

Autre idée avancée par Emmanuel Macron : renforcer la flotte de canadairs. Il en veut quatorze de plus. Pourquoi pas, sauf que la production de ces avions, les CL-415 pour les intimes, s'est arrêtée depuis 2015. Bombardier a transféré les plans et les droits à Viking Air et au groupe Longview. Ces derniers ont dans les cartons un nouvel appareil, le DHC-515. Vingt-deux avions sont déjà réservés, dont douze pour l'Europe. Deux devraient être pris par la France. Il manque encore douze appareils, à trouver avant la fin du quinquennat. Une promesse présidentielle faisant écho à ses déclarations après l'incendie (encore un) à Notre-Dame de Paris. Elle devait être reconstruite avant mai 2022. À ce jour, aucune folle de la messe n'est venue s'asseoir pour un office… Pour les canadairs, ces déclarations hasar-

deuses font sourire les professionnels du secteur. À l'instar du site spécialisé dans l'aviation AéroBuzz : *« Même si le programme choisi se déroule sans accroc, il est illusoire de penser que les 14 ou 16 avions pourront être livrés et opérationnels d'ici mai 2027 ! »*
Le président propose en attendant d'utiliser des A400 M, des drones, et des hélicoptères. Avec, au passage un chèque de 250 millions d'euros pour un « réarmement aérien d'urgence ». À noter que l'achat d'un canadair, neuf, tourne autour de 35 millions.

Saper le moral des pompiers

Emmanuel Macron a aussi claironné l'appel à la mobilisation des sapeurs-pompiers. Partout en France, sauf à Marseille et à Paris où ils ont un autre statut, les pompiers, volontaires et professionnels, dépendent des conseils départementaux, via les Sdis (service départemental d'intervention et de secours). Depuis des années, les pompiers dénoncent les manques de moyens et de reconnaissance. Des manifestations réprimées dans la violence, par le pouvoir. Mais aujourd'hui, le Président veut tourner la page. Il propose *« l'allongement de la durée pendant laquelle les entreprises pourront libérer ces volontaires et une meilleure indemnisation de celles-ci. Le nombre de colonnes de renfort de sapeurs-pompiers sera doublé en 2023 »* (*Le Monde* 28/10).
Pour réussir cette mission, Emmanuel Macron veut signer un chèque de 150 millions d'euros. Autant dire, une goutte d'eau dans une lance à incendie. Sous-payés, mal considérés, parfois agressés, exposés sans cesse à des risques physiques comme sanitaires... Pour les volontaires, même si leur indemnisation est nette d'impôt, cette activité généreuse les éloigne de leur famille et de leurs amis. Un sacrifice qui explique en partie les durées d'engagement de plus en plus courtes. Le malaise est beaucoup plus profond. Ce n'est pas 150 millions qui vont arranger la situation.

L'appel de la forêt

Pourtant, il existe plusieurs solutions pour permettre à nos forêts de moins brûler. Des idées peu onéreuses, et pourvoyeuses d'emplois sur le long terme. André Solureau, figure emblématique de la CGT et de la Filpac, en particulier dans le Sud-Ouest, vit dans la forêt. Il baigne depuis son enfance dans les allées de pins, à deux pas de l'océan. Ce rural revendiqué a constaté ce glissement *« de la gestion à l'exploitation de la forêt »*. Une évolution qui a laissé la place à de grandes avenues entre les arbres pour permettre à des machines toujours plus grosses et toujours plus lourdes de venir extraire les bois nécessaires à différentes activités, comme les scieries. Ces scieries justement, elles étaient plus nombreuses et mieux réparties sur le territoire. Ce qui évitait aux camions des voyages de plus en longs. Des trajets gourmands en infrastructures routières, avec un bilan carbone à faire pleurer. *« La scierie se déplaçait dans la forêt et suivait l'activité »* se souvient André. Aujourd'hui, les chemins de traverse ont majoritairement disparu. Pourtant, ils auraient été bien utiles pour l'intervention des pompiers cet été. Ces derniers se retrouvant souvent bloqués, sans moyen d'accès, ou pire, sans échappatoire. Jusque dans le milieu des années

On appauvrit la terre, mais jusqu'à quand ?

quatre-vingt, la forêt bruissait de vie humaine. Les gemmeurs venaient récolter la résine. Les bergers faisaient paître leurs troupeaux entre les arbres. Loin de l'image d'Épinal pour touristes en manque d'authenticité, cette présence humaine assurait un entretien et surtout une surveillance des forêts, sans avoir recours à des drones ou autres gadgets.
Il y a quelques décennies, une bordure d'une cinquantaine de mètres entre les routes et la forêt *« permettait de stopper la progression de flammes pendant les incendies »* indique André. De même, en lisère des bois, parmi les premiers arbres, on trouvait des feuillus, qui flambent moins vite que les résineux. Aujourd'hui, la rentabilité impose d'occuper le moindre mètre carré. Dans le même temps, les arbres sont abattus de plus en plus jeunes, pour que le sol subisse tout de suite une nouvelle plantation. *« On appauvrit la terre, mais jusqu'à quand ? »* s'interroge André. Il note également que la demande de bois est trop forte : *« Les producteurs de pellets, les chaufferies biomasse accentuent cette pression. »*

Les racines du mal

Aux tempêtes et aux incendies s'ajoutent deux autres menaces tout aussi vicieuses. La première est liée à la nature, avec la prolifération inexorable du scolyte. Cet insecte raffole des résineux. Quand une colonie s'attaque à un arbre, elle le tue en quelques semaines. Les scolytes privilégient surtout les résineux fragilisés par la sécheresse ou par un incendie. Autant dire que dans les Landes, un festin les attend. Autre phénomène dangereux pour les forêts : l'aménagement de champs de panneaux photovoltaïques qui nécessitent d'annexer la forêt en la coupant. Un non-sens écologique qui, selon la loi, doit être compensé par de nouvelles plantations d'arbres, dans les conditions industrielles que nous avons décrites... De plus, ces panneaux deviennent très dangereux pendant un incendie. Avec les fortes chaleurs, ils explosent, pouvant blesser des pompiers, et rejetant au passage sur le sol toutes les matières très polluantes qui les composent. Une aberration pour André : *« C'est un facteur risque que l'on ajoute dans les forêts. »* Pas sûr que les financiers entendent ce discours puisqu'un projet de 1 000 hectares devrait sortir de terre à Saucats, en Gironde, d'ici 2026. Porté par Engie et Neoen, il implique la destruction d'une vaste surface de bois aux portes du parc naturel des Landes de Gascogne.
Les tempêtes et les incendies auraient pu faire naître une prise de conscience. Au lieu de cela, Emmanuel Macron et ses acolytes lancent des mesurettes et « en même temps » ne souhaitent toujours rien régler. Tant pis pour les pins des Landes. Tant pis aussi pour les emplois liés aux arbres. Ce chèque en bois du président sent le sapin pour nos forêts. ●

Attention à la multiplication des pins

Les représentants syndicaux de la Filpac-CGT des papetiers du Sud-Ouest ont dressé un bilan des incendies de cet été dans la forêt Landes Gascogne, lors d'une réunion qui s'est tenue le 22 septembre. Tous les incendies n'étaient pas encore éteints.

JÉRÉMIE DEMAY

Les conséquences des feux de forêts sur l'activité des trois papeteries dans le secteur des incendies, sur les quatre de la région, sont directes. L'approvisionnement en matières premières est fortement ralenti. En cause : les alertes sécheresse et incendies, rendant impossible tout déplacement dans les bois. Coup du sort, la production de la papeterie de Facture-Biganos ralentit sa production. Pourquoi ? Elle s'adapte au coût de l'énergie… « *Une aberration* » commente Jean-Pierre Martinez, secrétaire du comité régional Aquitaine Filpac, dans un communiqué. « *La question de la maîtrise publique de l'énergie comme celle de la gestion de la forêt est donc au cœur du problème, des difficultés économiques et industrielles dans nos métiers.* »
Une bonne nouvelle cependant, « *une partie du volume du bois brûlé pourra très certainement être récupérée par les papeteries, car le feu a généralement touché superficiellement la partie externe des bois* », précise le comité régional Aquitaine Filpac. Du côté de la papeterie de Tartas, spécialisée dans la cellulose, des études sont en cours pour comprendre comment intégrer le bois brûlé dans son processus de fabrication.

95 % de la surface sont occupés par des pins maritimes

Les forêts des Landes et de Gascogne n'en sont pas à leur première catastrophe. Déjà, la tempête Klaus en 2009, avait fait tomber 41 millions de m3 de bois. Ces incendies ont touché 3 millions de m3, soit un peu moins que la consommation annuelle de trois papeteries voisines des sinistres. Tartas consomme près 600 000 tonnes, Mimizan environ 650 000 tonnes, et Facture-Biganos plus de 2 millions de tonnes. Mais, le comité régional de la Filpac reste inquiet. Ces feux sont amenés à se reproduire avec le dérèglement climatique en cours, « *les essences d'arbres sont souvent plantées en fonction de la demande* ». D'ailleurs, 95 % de la surface sont occupés par des pins maritimes. « *La question de la diversité des essences a un impact sur la propagation des incendies. Par ailleurs, les résineux absorbent moins de CO2 que les feuillus.* » La forêt des Landes a été créée durant le XIXe siècle, à la place de zones marécageuses. Le sol est pauvre et retient mal l'eau. Résultat, peu de types d'arbres peuvent s'épanouir dans ces conditions. Des expériences sont menées actuellement, mais les résultats semblent peu concluants, comme ce fut le cas avec l'eucalyptus qui séchait littéralement sur pied.

Une partie du volume du bois brûlé pourra très certainement être récupérée par les papeteries, car le feu a généralement touché superficiellement la partie externe des bois.

Se faire scier pour les autres

Les forêts sont une richesse fragile qu'il faut préserver. Pas pour assurer aux touristes de passage une jolie photo, mais pour garantir des activités économiques et naturelles, notamment dans les zones rurales. Le bois a plusieurs vies. En forêt, en plus de développer des biotopes favorables à la faune et à la flore, les pins produisent de la résine. Mais elle n'est plus récoltée depuis des années. Pas assez rentable, soi-disant… Dans le même temps, des importations de Chine et du Portugal alimentent en colophane, très utilisée dans les industries chimiques, cosmétiques, ou encore en pharmacologie. Cette colophane pourrait être produite dans les Landes… Une fois coupé, l'arbre part dans une scierie pour diverses transformations, comme le bois d'œuvre par exemple. La papeterie de Tartas récupère 40 % de son bois en provenance des scieries… Bref, la forêt est un maillon essentiel dans la chaîne économique, sociale, et environnementale. À condition de ne pas la laisser dans les mains des spéculateurs. Les billets verts ne sont pas toujours là où on pense.

Audiens
PROFESSIONNEL·LE·S
DE LA PRESSE,
créez et entreprenez en toute sérénité !
Nous protégeons vos talents.
| Retraite complémentaire Agirc-Arrco | Assurance de personnes
| Congés spectacles | Accompagnement solidaire et social
| Services professionnels
www.audiens.org

Les défaillances de l'EPR pèsent lourdement sur la production des parcs énergétiques. Celui qui devait tout révolutionner, atomise surtout les comptes publics. Retour sur la genèse de ce projet dont la seule réussite reste d'avoir rempli les poches de quelques financiers.

Un Bolloré peut en cacher un autre

JÉRÉMIE DEMAY

À force de traîner en longueur, l'EPR devient presque une blague récurrente. Certains mauvais esprits estiment que ces réacteurs nucléaires nouvelle génération fonctionneront quand Xavier Dupont de Ligonnès sera retrouvé. C'est dire si l'optimisme est de mise. Comment expliquer un tel fiasco ? Direction Le Creusot, en Saône-et-Loire, où les cuves ont été forgées. Au début des années 2000, les industries du nucléaire ne sont pas en forme, notamment les sites du Creusot, justement.

La prise de contrôle de Bolloré

Arrive alors Michel-Yves Bolloré, le frère de Vincent. Il commence par quelques acquisitions : les ateliers de la Sfar plus Anais pour 67 millions de francs (soit un peu plus de 10 millions d'euros). Quelques jours plus tard, il reprend la Civad pour 3 millions de francs (environ 460 000 euros). Il intègre ces nouveaux sites dans l'entreprise France Essor, société dans l'actionnariat de laquelle il apparaît. En 2003, les affaires sérieuses reprennent de plus belle. Michel-Yves Bolloré jette son dévolu sur l'UIGM. Basée au Creusot, cette entreprise usine des grosses pièces industrielles. Acquise par la société Seeb (à ne pas confondre avec les cocottes-minute, NDLR.) en 2001 auprès d'Areva, qui conserve cependant 33 % des parts. Cette union donne naissance à l'UIGM.

Industrie en solde

Mais en 2002 les finances ne vont pas, et France Essor est appelé à la rescousse. Seeb lui cède 9 000 actions à 1 euro l'unité. Une bonne affaire a priori. La vente est acceptée en janvier 2003. Des dettes apparaissent au point qu'il est demandé, pendant un tour de table, d'abonder le capital à hauteur d'un million d'euros. Un administrateur démissionne. De son côté, Areva ne comprend pas la stratégie et les volontés de France Essor. La société UIGM est placée en redressement. Michel-Yves Bolloré se présente lui-même, via France Essor, comme repreneur. Les juges n'attendent pas la fin de la période d'observation devant aller jusqu'en octobre et décident fin juillet de donner les clés d'UIGM à Bolloré contre 800 000 euros. Cette acquisition vient compléter l'arsenal de production avec Creusot Forge et Creusot Métal achetés en juin. Nous sommes toujours en 2003.

La société UIGM est placée en redressement. Michel-Yves Bolloré se présente lui-même, via France Essor, comme repreneur.

Michel-Yves Bolloré est un financier avant d'être un industriel. Les mois passent. La stratégie se fait attendre. De nombreux cadres partent.

« C'est une usine en mauvais état »

Michel-Yves Bolloré est un financier avant d'être un industriel. Les mois passent. La stratégie se fait attendre. De nombreux cadres partent. Avec eux, la mémoire du savoir-faire s'en va aussi. Les investissements promis ne suivent pas. *« C'est une usine en mauvais état, avec beaucoup de choses à redresser. Il n'y avait pas de bureaux, pas de chauffage, les toits fuyaient »* d'après un ancien cadre (*Nouvel Obs* 24/11/16). Il en faut plus pour décourager le financier breton. Pour valoriser ses acquisitions, il faut remplir le carnet de commandes, avec notamment l'EPR. À quand remonte la construction des premières pièces ? D'après Areva, c'est en août 2006. Mais, dans la correspondance avec l'Autorité de la sûreté nucléaire (ASN), Areva fournit quelques précisions indiquant que la fabrication remonterait avant cette date. Dans une plaquette d'information sur les forges du Creusot, la conception des premières pièces est mentionnée en 2005. Bref, ce qui est sûr : l'EPR est né sous Michel-Yves Bolloré…

Michel-Yves Bolloré gagne 212 fois sa mise

André Lacoste, le président de l'ASN de l'époque, après une visite au Creusot, revient abasourdi par la situation. Il presse Areva de sortir le carnet de chèques pour tout reprendre. En 2006, 170 millions d'euros sont posés sur la table de Michel-Yves Bolloré, soit 212 fois sa mise de départ ! *« Ce qui a justifié ce rachat c'était la volonté du groupe de maîtriser la fourniture des pièces forgées,* se justifie Areva. *Depuis ce rachat, Areva a mis en place des actions pour amener l'usine aux standards du groupe Areva et de l'industrie nucléaire »* (*Accent bourguignon* octobre 2017). Le nombre de salariés a également plus que doublé… Dans un audit lancé par Areva, on découvre aussi que les sites du Creusot auraient même embauché des Roumains pour travailler au noir…

ASN au pied de la lettre

Mais si Bolloré a tout fait pour doper son carnet de commandes, quitte à mal fabriquer, il n'est pas le seul responsable du fiasco de l'EPR. L'Autorité de sûreté nucléaire par exemple. Elle mène des contrôles, et des visites régulières. En 2005, et en 2006, elle constate un nombre trop important de rebuts, et des écarts conséquents pendant ses inspections. Résultat : elle envoie de simples lettres à Areva, qui répond uniquement par courrier. Aucune convocation, ni mise en demeure, ni aucune autre menace… L'ASN version américaine effectue aussi des contrôles. Verdict : les forges sont incapables de produire des pièces correctes. Ce sketch épistolaire s'étale sur plusieurs années. Entre-temps, la cuve de l'EPR de Flamanville est installée. Elle est alors testée, et ne correspond pas aux exigences de sécurité. Un détail : trop de carbone dans sa composition. Sauf que le carbone est très fragile, et en cas d'arrêt rapide, la cuve peut tout simplement céder… Que se passerait-il alors ? On ne sait pas, puisque rien n'est prévu si un tel scénario se déroule. Rassurant, non ?

Un EPR bien aléatoire

De nombreux aléas techniques viennent depuis ponctuer la construction et la mise en route de l'EPR de Flamanville. Dans l'intervalle, EDF a racheté Areva, qui a changé de nom pour redevenir Framatome… En Finlande, un EPR n'arrive toujours pas à se lancer, et celui implanté en Chine enregistre des dysfonctionnements en cascades. Mais il en faut plus pour arrêter ce programme mal né. Le gouvernement souhaite construire un nouvel EPR en Seine-Maritime. Cette fois, les mauvaises expériences devraient être mieux prises en compte. Des débats publics sont en cours. Durant ces réunions, des rapports, notamment de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) sont présentés. Dans cette littérature, le constat est sans appel pour l'EPR première version : *« Durée du projet, complexité, absence de calendrier réaliste, choix de conception, manque de coordination suffisante entre études et réalisation, suivi insuffisant des prestataires, ont contribué à la survenue de ces aléas. Des écarts de conformité sont inévitables pour un projet de cette ampleur. Les anomalies constatées sur l'EPR de Flamanville portent toutefois sur des éléments qui jouent un rôle essentiel dans la sûreté de l'installation. »* À l'heure de la sobriété énergétique, les gouvernements successifs n'auraient jamais dû abuser de la sobriété en matière d'intelligence. ●

Comité exécutif Uni Graphique et Packaging monde et Europe

Les 11 et 12 octobre derniers, s'est tenu à Bruxelles le comité exécutif d'Uni Graphique et Packaging monde et Europe.

LA RÉDACTION

C'est un moment privilégié de rencontres entre syndicalistes des professions des industries graphiques et du packaging des cinq continents, qui permet de faire un état des lieux social et économique de nos secteurs, mais aussi de construire des solidarités internationales au sein de grandes multinationales, et entre fédérations syndicales.

Si les luttes sociales sont partout plus âpres et difficiles, le syndicalisme demeure plus que jamais le seul outil de défense des intérêts des travailleurs.

Bien entendu, en octobre, l'espoir de la victoire du président Lula était vive, pas seulement pour les camarades brésiliens présents mais aussi pour tous ceux d'Amérique du Sud. Pour autant, les syndicalistes brésiliens savent d'expérience que sans lutte sociale, la mandature Lula ne portera pas tous ses fruits de justice sociale et de défense de l'environnement.

Un compte rendu plus précis des interventions de nos camarades africains, asiatiques, européens et américains sera fait dans un prochain numéro de votre journal fédéral.

Cependant, le témoignage du camarade de Colombie est tellement saisissant et percutant que nous avons choisi de le faire paraître in extenso dans l'*Impac*.

Cependant, le témoignage du camarade de Colombie est tellement saisissant et percutant que nous avons choisi de le faire paraître in extenso dans l'Impac *(voir page suivante)*.

La répression antisyndicale peut prendre bien des visages, mais en l'occurrence dans ce pays au pouvoir judicaire et policier corrompu, les syndicalistes risquent leur vie à chaque instant.

Les groupes Smurfit et Kimberly-Clark paient des milices armées privées pour abattre les délégués de ces multinationales et faire pression sur les familles des responsables syndicaux, les obligeant bien souvent à choisir l'exil pour leurs proches voire pour eux-mêmes.

Nous avons pris l'engagement d'interpeller les directions de ces firmes, dont le siège est en Europe, afin que cessent immédiatement ces exactions, que des enquêtes internes soient effectuées pour livrer à la police les responsables locaux de ces crimes et délits.

Une coordination syndicale européenne doit voir le jour prochainement dans le but d'agir et de saisir les autorités européennes, afin que ces firmes fassent respecter et respectent elles-mêmes le droit international du travail et les droits humains.

Par ailleurs, après ce comité exécutif mondial, les délégués des syndicats de toute l'Europe des groupes Saica, Smurfit et Ds Smith étaient réunis pour mettre en place des actions revendicatives communes sur les questions des salaires, des conditions et du temps de travail.

Pour la première fois, il est envisagé une action commune européenne dans ces multinationales, afin d'exiger des augmentations de salaires. D'autres réunions sont prévues pour planifier et organiser ce qui doit être une première action syndicale d'ampleur européenne.

Nous aurons l'occasion de revenir régulièrement sur les sujets internationaux puisque notre fédération, avec la direction d'UNI Graphique et Packaging, organisera en novembre 2023 à Marseille, la conférence mondiale des syndicats graphiques et du packaging.

Plus que jamais, notre fédération fait vivre les valeurs de solidarité entre travailleurs. ●

COLOMBIE

L'odeur de la poudre contre les syndicats

William Garcia Ortiz est syndicaliste dans la multinationale SMURFIT KAPPA. À Bruxelles, où nous l'avons rencontré, Il a livré son témoignage sur l'exercice courageux du syndicalisme en Colombie, rythmé par les menaces et les tentatives d'assassinat.

✍ PROPOS RECUEILLIS ET TRADUITS PAR CARLOS TUNON AVEC LA COLLABORATION DE JÉRÉMIE DEMAY

Peux-tu nous décrire ton quotidien de syndicaliste colombien ?
C'est une activité à très haut risque. Tu dois cohabiter constamment avec les menaces, les attaques commanditées par de grandes entreprises multinationales. Tu subis cela en permanence. Malgré tout, il faut sortir de chez toi pour travailler et accomplir ton devoir. Il faut s'attendre à voir arriver une moto ou une voiture, à te faire attaquer et tirer dessus. La famille subit une pression constante avec des appels téléphoniques intimidants. Dans la zone où nous vivons, il y a beaucoup de paramilitaires. Ces groupes sont dirigés par l'État lui-même pour poursuivre les leaders syndicaux. Tu ne peux pas faire ton travail sereinement. Tu dois être en permanence sur tes gardes pour ne pas être attaqué. Ils ne veulent pas que tu fasses un travail syndical. C'est la constante avec laquelle nous devons vivre en Colombie et dans la vallée Del Cauca où sont installées ces grandes multinationales. C'est là-bas où nous avons eu le plus de problèmes.

Combien d'agressions de syndicalistes avez-vous recensées ?
Les chiffres sont alarmants. Pire, ils sont devenus normaux pour la Colombie. Depuis le début de l'année, nous avons reçu 123 menaces comme des envois de gerbes funéraires… 28 assassinats de camarades syndicalistes. Ils sont tombés victimes des balles que l'État, lui-même, nous destine, pour avoir simplement élevé la voix pour défendre les travailleurs. 17 attentats dont deux directement contre notre syndicat. Le dernier concerne notre camarade Louis-Ferdinando Rodriguez, salarié de SMURFIT KAPPA, qui a été attaqué par deux sicarios (tueurs à gage). Trois balles l'ont touché au mois de mai. Il lutte toujours pour sa vie. Trois balles pour avoir simplement demandé des négociations à SMURFIT KAPPA… Il s'est passé la même chose avec un camarade de Kimberly Clark, Nestor Biafara. Président du

> **Je ne le fais pas pour moi et je pense à ma famille dont je dois parfois m'éloigner.**
> **William Garcia Ortiz (Smurfit Kappa Colombie)**

syndicat, il a été visé par des tirs en sortant de son travail. Heureusement il n'a pas été touché. Ces chiffres anormaux témoignent du danger permanent dans lequel nous vivons. Chaque jour, la situation se complique un peu plus.

« LA JUSTICE EN COLOMBIE A TOUJOURS ÉTÉ DU CÔTÉ DE L'ÉTAT ET DE L'EXTRÊME DROITE »

As-tu été personnellement menacé ?
Sur le plan personnel, je me suis fait beaucoup d'ennemis après le développement de notre organisation dans la zone. J'ai été déclaré « objectif prioritaire » par les groupes paramilitaires. Cela a commencé par des appels téléphoniques menaçants. Sur le coup, je n'y ai pas prêté attention. En février 2019, j'ai été victime du premier attentat en arrivant chez moi. Deux sicarios m'ont tiré dessus. J'ai été blessé à la jambe gauche. J'ai réussi à échapper aux deux autres balles. L'année dernière j'ai été victime de trois tirs, toujours en arrivant chez moi. Heureusement, je n'ai pas été touché.

Comment réagissent la police et la justice face à ces tentatives de meurtre ?
Les autorités ont toutes les informations et les preuves sur ces attaques. Nous avons également de nombreux témoignages. Nous avons cherché des appuis auprès des autorités colombiennes, comme des organisations internationales. Malheureusement, la justice en Colombie a toujours été du côté de l'État et de l'extrême droite. À ce jour, les enquêtes officielles n'ont rien donné.

Sur le plan personnel, ces attaques et l'inaction de l'État ne doivent pas être simples à gérer ?
J'ai deux filles. La plus grande, en voyant ce que je subis, ne supporte plus de vivre quotidiennement avec la peur. J'ai dû la sortir du pays pour la protéger. Je cherche une solution pour la plus jeune. Ma femme souhaite que j'arrête et que nous quittions le pays. Mais je ne veux pas le faire. Je dois continuer à lutter pour que cela change. Maintenant, ces évolutions nécessaires semblent possibles avec l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement de gauche.

« C'EST UN LOURD TRIBUT À PAYER POUR MAINTENIR LA CONFIANCE AVEC LES TRAVAILLEURS »

Où puises-tu les ressources pour continuer ton travail ?
Ce n'est pas simple de faire accepter par la famille que tu risques ta vie. C'est quelque chose que j'ai en moi. Je me sens responsable des plus de 2 000 familles qui nous ont donné leur confiance. Elles voient une lueur d'espoir et espèrent que les choses peuvent changer et améliorer leur vie. C'est une responsabilité qui nous revient, comme celle de donner une éducation à nos enfants et de les aider à avancer dans la vie. Depuis trente ans que je milite, ce combat fait partie de moi. Je ne le fais pas pour moi et je pense à ma famille dont je dois parfois m'éloigner, à ma fille qui est très loin avec qui j'aimerais partager plus de choses, et aussi à mon autre fille qui devra quitter le pays si cela ne s'améliore pas. C'est un lourd tribut à payer pour maintenir la confiance avec les travailleurs. Je ne peux pas nier qu'à certains moments, j'ai eu envie de jeter l'éponge mais ensuite, viennent tous ces appuis et cette solidarité que vous m'apportez et donc je continue jour après jour.

En venant nous parler aujourd'hui, l'objectif c'est de communiquer pour que le siège de SMURFIT réagisse ?
Cela fait partie de ma mission. Invité ici, avec vous, à Bruxelles, je recherche l'appui des syndicats SMURFIT ici, en Europe.

Pourquoi ? Ils ne sont pas au courant ?
Il semble qu'ils n'aient pas connaissance de ce que nous vivons. Nous voulons chercher, avec eux, de quelle façon nous pouvons informer la maison mère. Nous espérons un rapprochement avec la direction du groupe, dialoguer directement avec eux, pour qu'ils nous donnent des garanties. Ce que nous cherchons en venant à ce congrès, c'est pouvoir porter notre voix et les preuves de cette violence que nous vivons. Nous souhaitons que nos syndicats frères nous aident à approcher les directions de ces grandes multinationales, pour changer ces politiques. Nous voulons vivre et travailler comme les autres. De toute façon, je n'ai que deux autres options. Soit, je quitte le pays, soit je tombe assassiné par les balles.

« CE SERA LONG ET COMPLIQUÉ »

Quels sont tes espoirs dans le gouvernement actuel ?
Nous militons depuis longtemps pour que les travailleurs ne votent pas pour leurs bourreaux. À force de travail, nous avons réussi. Aujourd'hui nous avons un gouvernement de gauche. Ce qui est clair pour nous, organisations syndicales, c'est que ce sera long et compliqué. Ces grands groupes ont énormément de pouvoir et une grande influence sur le congrès colombien. Il y a en ce moment une campagne pour discréditer le nouveau gouvernement, avec des appels à manifester et à mener des actions contre lui. Malgré cela, nos espérances sont très grandes sur le plan de notre président Gustavo Prieto qui a adjoint deux camarades syndicalistes au ministère du Travail. D'autres membres du gouvernement viennent des syndicats. Nous croyons que cela va permettre de changer cette politique de persécution syndicale. Une nouvelle fois, cela ne sera pas facile. Sur le long terme, nous allons devoir supporter encore beaucoup de choses mais nous sommes sur le bon chemin. Si tous les travailleurs, peu à peu, sont convaincus et s'unissent nous serons beaucoup plus forts et nous pourrons appuyer ce gouvernement. Nous ferons en sorte que cette politique antisyndicale, qui a perduré pendant longtemps, puisse cesser et que nous vivions en paix en travaillant.

Merci pour ce témoignage très fort…
Merci à vous ! C'est pour moi une immense joie de sentir l'appui que vous me témoignez. J'aimerais réaliser un rêve : créer un groupe de communication mondiale pour, en temps réel, pouvoir nous apporter mutuellement le soutien et l'aide nécessaires. Je vous remercie au nom de toute l'organisation syndicale et des travailleurs colombiens qui souffrent jour après jour. Mille mercis. Les mots me manquent. ●

> **Nous militons depuis longtemps pour que les travailleurs ne votent pas pour leurs bourreaux. À force de travail, nous avons réussi.**
> **William Garcia Ortiz**

PAPREC
ENERGIES

POUR UNE PLANÈTE PLUS VERTE ET UNE SOCIÉTÉ PLUS FRATERNELLE

Le recyclage et la valorisation sont des solutions pertinentes pour répondre aux enjeux environnementaux du XXIe siècle. Et la France est l'un des pays les plus performants au monde dans ce domaine. Cette filière requiert des investissements considérables dans des outils industriels de haute technologie.

Avec 12 500 collaborateurs et collaboratrices répartis sur 280 sites dans huit pays, le groupe Paprec est au cœur de l'économie circulaire depuis 25 ans. Leader du recyclage en France et champion de la valorisation énergétique, il contribue à cette avancée nationale. Paprec maîtrise l'ensemble des métiers du secteur, de la collecte à la valorisation des déchets.

Sa division Paprec Energies est spécialisée dans la conception et la gestion d'unités de valorisation énergétiques. Elle transforme ainsi en énergie 4 millions de tonnes de déchets dans 8 pays.

L'État ne protège plus les Français

Le débat sur l'énergie a démontré l'incapacité gouvernementale à agir durablement sur les marchés de l'énergie. Sébastien Ménesplier et Fabien Roussel défendent la nationalisation complète d'EDF.

JÉRÉMIE DEMAY

Sous le chapiteau du forum social, plus de 200 sièges sont déjà occupés une vingtaine de minutes avant le début du débat sur l'énergie. La pluie battante à l'extérieur ne peut expliquer à elle seule cet engouement. Au premier rang, une octogénaire pétillante profite de l'attente pour recouvrir ses lèvres avec un rouge improbable. *« Je viens voir Fabien, je lui avais promis »* explique-t-elle fièrement. Le Monsieur Loyal s'occupe de chauffer la salle, tout en délivrant quelques précautions : *« Il faut respecter la parole de tout le monde. »* Déjà, histoire de faire patienter le public, il a annoncé le nom des participants. À l'applaudimètre, Sébastien Ménesplier, secrétaire général de la Fédération nationale des Mines et de l'Énergie CGT, et Fabien Roussel, l'emportent largement. Les huées se concentrent sur Gabriel Attal, ministre de l'Action et des Comptes publics. *« Ce n'est pas bien ! »* tranche la petite dame du premier rang et de poursuivre : *« Pour qu'il y ait un débat, c'est mieux si tout le monde n'est pas d'accord. »* Une meute de caméras et d'appareils photos forment une masse compacte devant l'entrée. Une bonne partie de la salle se lève. Les banderoles et les drapeaux de la CGT et du PCF s'agitent. Le premier participant à entrer est Michel Lepetit, du groupe de réflexion The Shift Project, qui réfléchit à une transition vers une économie bas carbone, suivi par Sébastien Ménesplier. Dans la foulée, Marion d'Allard et Sébastien Crépel de *l'Humanité*, s'installent de chaque côté de la scène.

« Hé ! Mon petit, vous n'êtes pas assis à la bonne place »

Quand Gabriel Attal se montre, les vivats se muent en huée. Quelques *« Menteur ! »* et autres qualificatifs du même champ sémantique se font entendre. Les avertissements de Monsieur Loyal ont vite été oubliés. Même la groupie de Fabien Roussel ne peut s'empêcher d'interpeller le ministre : *« Hé ! Mon petit, vous n'êtes pas assis à la bonne place ! »* Gabriel Attal la regarde, déplace la petite pancarte devant lui et prend la sienne. Il sera encadré par Sébastien Ménesplier et Fabien Roussel. Un décorum idéal pour des images réussies. Ce n'est pas la première fois qu'il se rend à la Fête de l'Huma, et il sait très bien que les VRP de la politique du gouvernement n'ont pas beaucoup d'amis sur place. Le public accueille Fabien Roussel en se levant, comme pour mieux faire entendre les applaudissements. *« Roussel président ! »* s'aventurent certains. *« Dans cinq ans… »*, répond le communiste. Les photographes s'installent devant le premier rang, ce qui a le don d'agacer notre mamie : *« Mais asseyez-vous ! Je ne vois pas Fabien. »*

> **« Le gouvernement joue au pompier avec notre argent, sans pour autant éteindre l'incendie ! »**
> **Fabien Roussel**

« Au sein de la Nupes, tout le monde n'est pas pour le nucléaire »

Sébastien Ménesplier commence : *« Enfin ce débat ! La situation actuelle est dramatique, mais il n'y a pas de fatalité. Les responsables sont la déréglementation du*

marché de l'énergie et la libéralisation du secteur. C'est un jeu de Monopoly qui ne sert que quelques-uns. C'est un marché de dupes ! L'État ne protège plus les Français. Il faut arrêter tout ça, les marchés ne sont pas la solution. De Jospin à aujourd'hui, personne n'a remis en cause le marché. C'est pourtant la seule solution pour sortir de ce marasme. » « L'important, c'est le présent, rétorque Gabriel Attal qui tente un service après-vente de l'action du gouvernement. *La France est le premier pays à mettre en place un bouclier tarifaire. »* Et le ministre d'ajouter : *« La place du nucléaire doit être augmentée. »* Fabien Roussel prend le micro : *« Ce n'est pas un petit sujet. Quand l'énergie est soumise aux lois du marché, on voit ce que ça donne. Le gouvernement joue au pompier avec notre argent, sans pour autant éteindre l'incendie ! »* La salle exulte et l'octogénaire retrouve une seconde jeunesse. *« Aujourd'hui, c'est la politique des petits sous, des petits chèques qui nous coûtent une blinde ! Oui, il faut investir massivement dans une énergie fiable, abordable, et décarbonée ! »*

Le micro retourne à Gabriel Attal qui, avec un sourire de VRP pensant avoir trouvé l'argument ultime pour conclure sa vente, répond à Fabien Roussel : *« Je constate une convergence sur l'objectif. »* Rhétorique facile, enchaînant sur une petite remarque : *« Ce n'est pas la politique des petits chèques. Il faut du nucléaire et du renouvelable. Mais tout n'est pas possible en maintenant le niveau des dépenses publiques. J'observe qu'au sein de la Nupes, tout le monde n'est pas pour le nucléaire. »* La réflexion fait mouche dans le public qui applaudit par mégarde. Visiblement, peu de militants d'Europe écologie les Verts sont présents.

Appel à la grève des paiements des factures

Cette première partie du débat se résume à un ping-pong entre Gabriel Attal et Fabien Roussel. Le premier explique, en substance, *« on fait ce qu'on peut »*, quand le second réclame une nationalisation de l'énergie. Sur la gauche de la scène, Marion d'Allard, journaliste politique à *l'Humanité*, tente de prendre la parole pour que Michel Lepetit puisse s'exprimer. Sébastien Crépel préfère ne pas interrompre les deux têtes d'affiche. Fabien Roussel lance un appel à la grève des paiements des factures pour les collectivités locales, elles aussi, très affectées par ces hausses. Ainsi, les collectivités, comme les mairies n'ont pas le droit de profiter du marché régulé. Résultat, avec des factures liées aux humeurs de la bourse, l'ardoise finale ne cesse de grimper depuis ces derniers mois, avec des ratios allant du simple au double, et même parfois plus. Pour les grandes communes, la baisse des chauffages est souvent privilégiée. Dans les écoles, les bibliothèques, ou encore les gymnases, les utilisateurs pourront remercier la logique des marchés en grelottant. Autre effet pervers, cette fois pour les petites communes, notamment rurales. À force de perdre des compétences et des habitants, les finances sont souvent maigres. Une classe qui ferme à la suite d'une décision purement comptable de l'Éducation nationale, la mairie doit continuer à maintenir une certaine température pour ne pas que la salle et son bâtiment s'abîment… Chauffer une salle vide pour, finalement, garantir un train de vie confortable à des boursicoteurs, il fallait y penser !

> **Le service public, c'est bon pour les factures, bon pour le budget, et c'est bon pour le climat.**
> **Sébastien Ménesplier (CGT Énergie)**

Bien sûr, le ministre balaie cet appel à la grève. Il explique que le marché européen de l'énergie n'est pas simple, et proclame, dans une envolée vocale surprenante : *« Nous ne renoncerons pas ! »* Bide complet dans la salle. Marion d'Allard saisit l'occasion pour donner la parole à Michel Lepetit. Il explique les travaux qu'il mène avec The Shift Project. *« L'énergie est à la base de tout […] N'oublions pas l'urgence climatique. […] Les emplois vont changer. […] Les responsables politiques doivent regarder et planifier leurs actions. »* Ce changement de rythme dans les échanges a eu raison de la dame du premier rang. Elle commence une petite sieste ; à moins qu'elle ne soit plongée dans une réflexion intense… Sébastien Ménesplier reprend le fil conducteur du débat : *« L'énergie doit être considérée comme un bien de première nécessité. Pourquoi continuer de soumettre la TVA à 20,6 % ? Ayez le courage d'abroger certaines lois. » « On est en train de renationaliser EDF »* coupe Gabriel Attal. Bronca dans la salle. Pendant les huées et quelques qualificatifs peu glorieux, Fabien Roussel remet une pièce dans la machine : *« Non au racket ! »* Le public se calme et l'octogénaire rouvre les yeux : *« Il a raison Fabien. »* Pour Sébastien Ménesplier, le gouvernement ne parle pas le même langage : *« Nous n'avons pas la même définition de* « nationalisation ». *EDF reste une société anonyme… Pour information, la dette, fin 2022, sera de 70 milliards d'euros. Chiche, nationalisons en prenant la dette. Nous sommes ouverts au débat pour discuter de notre programme. Le service public, c'est bon pour les factures, bon pour le budget, et c'est bon pour le climat.»*

Le débat se termine. Gabriel Attal a eu le mérite de venir à la Fête de l'Huma. Pas sûr que ses idées aient convaincu grand monde. En revanche, son discours montre l'absence de vision concrète pour envisager sereinement l'avenir. Il a convenu que les investissements sont nécessaires, mais a aussi reconnu l'impossible d'agir, pour son gouvernement, face aux logiques du marché. Une certitude toutefois, pour notre fan de Fabien Roussel, le doute n'est pas permis. C'est lui qui a été le meilleur. *« C'était très bien, Fabien ! »* le félicite-t-elle, avant qu'il ne reparte. La pluie a cessé. Dans le stand en face, Ségolène Royal parle d'écologie. L'ancienne ambassadrice des pôles ne perd pas le nord et s'adapte à son auditoire en verdissant toutes ses phrases. Comme quoi, même en pleine crise énergétique, tout le monde ne lâche pas prise. ●

CLEAR CHANNEL SE FAIT *PLIER*

Les préparateurs d'affiches publicitaires, après cinq jours de grève, ont obtenu quelques avancées dans leurs conditions de travail. Un mouvement qui met en lumière ces travailleurs de l'ombre, et a permis de renouer des liens entre les sites de production.

JÉRÉMIE DEMAY

Des primes pour augmenter le pouvoir d'achat et compenser la hausse des carburants, une revalorisation des salaires pour les samedis travaillés, et l'avancée de la NAO en janvier 2023. Les préparateurs de Clear Channel affichent un large sourire après cinq jours de grève. Sur le site de Wissous, du côté d'Orly en région parisienne, la grève a emboîté le pas au mouvement national du 18 octobre. L'activité des préparateurs est harassante, usante, et dangereuse. Pourquoi ? Les affiches, fraîchement couvertes d'encre, laissent échapper de nombreux toxiques, notamment des métaux lourds. Sans une bonne aération du poste de travail, l'empoisonnement est insidieux, et malheureusement efficace. Résultat, d'après une étude sanitaire menée il y a quelques années, un taux anormalement élevé de cancer du sang dans cette profession a été relevé. Histoire d'ajouter une touche à ce tableau difficile, les employés restent presque tout le temps debout, à plier et organiser les affiches, pour l'expédition. Tout ce mal pour, à la fin du mois, rapporter dans leur foyer à peine plus que le Smic... Ce mouvement, qui a duré cinq jours, a non seulement permis quelques avancées, mais a surtout eu un effet boule de neige.

« Le tôlier serrait les fesses »

Le deuxième site de Clear Channel se situe dans la région nîmoise. Les salariés des deux sites n'ont plus l'habitude d'échanger depuis des années. Pourtant, grâce à ce mouvement, le mur de verre a sauté. Les Nîmois ont rejoint les Franciliens deux jours après le début du conflit. *« Le tôlier serrait les fesses à ce moment ! »* ironise Thomas Lambert, élu Filpac. Entre les visios et les coups de téléphone, le dialogue s'est renoué pour former plus qu'une entité. Unis par des revendications communes et

« Des livreurs sont venus déposer des affiches à plier en urgence. J'ai demandé à mes camarades de ne pas faire d'heures sup, par solidarité. C'est ce qu'ils ont fait. »

surtout une volonté de ne plus se sentir seuls ! Autres avancées très fortes issues de ce conflit : l'unité au sein de la Filpac CGT. Clear Channel, voyant que la grève ne s'essoufflait pas, a tenté une diversion en se rapprochant d'un concurrent, Bambou. *« Des livreurs sont venus déposer des affiches à plier en urgence. J'ai demandé à mes camarades de ne pas faire d'heures sup, par solidarité. C'est ce qu'ils ont fait »* explique Philippe, de la Filpac, qui travaille chez Bambou. Conséquence : le pliage a pris un retard considérable. Dommage quand cela arrive à quelques jours des vacances de la Toussaint, avec ses sorties cinéma, ses spectacles, et surtout toutes les démarches commerciales autour d'Halloween. Ces solidarités interentreprises ont été un moyen de pression supplémentaire exercé sur Clear Channel !

Des conditions indignes

Cette grève sur le site de Wissous, n'est pas une première. Au début des années 2000, les plieuses (à l'époque, les équipes étaient principalement composées de femmes), demandent de meilleures conditions de travail, et tout simplement plus de considération. Elles réclament notamment des vestiaires et des sanitaires séparés, du chauffage l'hiver, une ventilation, et aussi des chaises pour pouvoir s'asseoir. Le conflit est parti d'un drame. Une employée, enceinte, demande à pouvoir effectuer quelques pauses dans la journée. Refusé ! Elle demande alors à pouvoir s'asseoir de temps en temps. Là aussi, refusé. Elle continue son labeur, toujours plus épuisée, à tel point qu'elle fait une fausse couche sur le lieu même de son travail. Étincelle horrible qui provoque un mouvement de grève important. Pourtant, la direction ne plie pas. La grève dure une dizaine de jours. Un élan de solidarité passe dans tout le quartier autour du site. Les habitants viennent soutenir les grévistes en parlant avec elles, en partageant des repas…

Un bel hommage à José-Luis

Après quelques jours, le patron contacte la Filpac pour demander à pouvoir venir sur le site, en *« toute sécurité »*. Sur place, un corridor formé par les grévistes l'attend. *« Dans un silence de mort,* se souvient Pascal Lefèbvre, *le patron le traverse. Les ouvrières sont là. Certaines ont leurs enfants dans leurs bras. Il est en pleurs, saisi par la détresse et le quotidien de ces femmes courageuses. »* Choqué, il ne fait pas dans la demi-mesure. Il vire le directeur d'exploitation, mais aussi plusieurs cadres. Il transforme le site en offrant, enfin, des sanitaires et des vestiaires séparés.

José-Luis Ferreira était un de ceux à la manœuvre. Vingt ans plus tard, il a suivi de très près ce mouvement, depuis sa chambre d'hôpital. Comme un baroud d'honneur, il a fermé les yeux le samedi. *« Il est parti en voyant les deux sites en grève. Tout le monde nous disait que ce n'était pas possible. Et pourtant…»* note Thomas Lambert. L'unité entre les salariés est le plus bel hommage à José-Luis. ●

Note : une caisse de solidarité a été mise en place pour aider les camarades grévistes :
https://www.cotizup.com/cagnotte-grevistes-ccf

Depuis que le Crédit mutuel a racheté une grande partie des journaux de l'est de la France, la course aux profits se passe sur le dos des salariés et de la liberté de la presse. Les journaux changent de logo à grand renfort de communication. Dans le même temps, *Blast le média*, diffuse, en plusieurs épisodes, une plongée dans le premier groupe de presse français.

EBRA M'EN TOMBE

JÉRÉMIE DEMAY

Début octobre, plusieurs titres du groupe Ebra (Est Bourgogne Rhône-Alpes) fanfaronnent. Ils ont droit à un nouveau logo. Enfin une bonne nouvelle ! Sous forme d'une interview maison, deux responsables du marketing et de la com livrent quelques explications : *« Nous voulons donner plus de sens à nos actions et nous tourner vers l'avenir, en tenant compte des nouvelles préoccupations de nos lecteurs, annonceurs, partenaires, salariés ou candidats au recrutement. C'est pourquoi nous nous sommes dotés d'une raison d'être, véritable fil rouge de notre action dans les années à venir afin de gagner en puissance, en cohérence et en modernité. Agir pour renforcer les liens de proximité et de confiance entre les acteurs de nos régions. »*

Un beau programme rendu possible grâce à un nouveau logo ! La crise de la presse ne tient pas à grand-chose finalement... Les deux conteurs d'histoires insistent : *« Les journaux produisent des contenus ou services en lien avec leur spécificité mais s'inscrivent également dans un socle commun qui doit avant tout servir le local et épouser les enjeux du territoire. »* Cette phrase, à première vue, semble seulement enfiler des perles. Pourtant, elle est révélatrice de la stratégie du Crédit mutuel sur ses journaux. En effet, en traduisant, il faut lire : les supports, sous couvert d'informer le public, vont remplir leurs pages de publireportages pour servir la soupe aux politiques et patrons du coin. Comme ça, les recettes publicitaires ne seront pas contrariées. D'ailleurs, le mot « information » n'apparaît qu'une fois dans ce texte d'auto-congratulation : *« nouveaux usages et modes de consommation de l'information »*. Voilà comment les banquiers transforment un bien démocratique en simple bien de consommation. Ils réduisent au passage les journaux à un vulgaire support publicitaire.

« Volonté d'économiser un maximum »

Dans une interview accordée à France

Bleu Bourgogne, Frédéric Bouvier, le directeur du *Bien public*, journal de Côte-d'Or appartenant au groupe Ebra confirme cette stratégie. Avec ce nouveau logo, le journal veut *« tisser des liens de confiance entre les différents acteurs de nos régions »*. Une belle formule vague ne dessinant pas le moindre contour d'un début de ligne éditoriale… En revanche, ce qui est clair, c'est la stratégie économique. Tout rendre payant sur le web. Les hausses d'énergie et du papier *« rendent notre exercice 2023 très aléatoire. Notre réflexion a commencé avant* (pour le logo, NDLR.) » Le groupe a aussi mis en œuvre dès le départ une stratégie d'économie, directement en taillant dans la masse salariale, et notamment les imprimeurs. *« Il y a très longtemps que nous n'imprimons ni à Dijon ni à Chalon, mais à Chassieux, du côté de Lyon. »* Une stratégie guidée *« par cette volonté d'économiser un maximum »*. Enfin, le directeur explique que pour maintenir l'emploi, *« il y a d'autres économies à faire »*. Lesquelles ? Pas de réponse. Peut-être tout orienter sur le web. Fini les problèmes de coût du papier. Terminé les emplois à l'imprimerie. Plus besoin de carburant pour livrer les journaux. Ce programme, baptisé *Digital first*, se déploie depuis quelques années dans les différents titres du groupe. *« Ces transformations sont accompagnées de formation. Il n'y a pas de souci à ce niveau-là »*, décrit Frédéric Bouvier.

> **Il y a très longtemps que nous n'imprimons (*Le Bien public*) ni à Dijon ni à Chalon, mais à Chassieux, du côté de Lyon.**
> **Frédéric Bouvier, directeur du *Bien public***

Logo, piège à nigauds

Un nouveau logo, une stratégie économique souhaitant préserver l'emploi, tout va bien dans le groupe Ebra ! Pas vraiment, comme le martèlent les représentants de la Filpac CGT au sein du groupe. Ainsi, le 12 avril dernier, Philippe Carli, le patron d'Ebra est venu présenter la saison 2 (c'est un fan de séries TV, NDLR.) de son plan avec, comme pierre angulaire, justement le développement du digital. Un tour dans chacune des rédactions du groupe, baptisé sobrement par lui-même : *« Road show »*. Avec les moyens humains réduits comme peau de chagrin lors de la saison 1, la tâche s'annonce compliquée. Réponse de Philippe Carli : *« Nous pouvons multiplier les équipes mais si je retire la partie* Républicain Lorrain *et* L'Est Républicain *du groupe Ebra nous serons financièrement aussi bien que* Ouest-France. *Il faut faire des choix ou des abandons, se poser des questions sur le temps de travail, les RTT, les accords et le nombre de jours de congé qui ne sont pas les mêmes dans les journaux du groupe »*, et de terminer : *« Personne n'est obligé de rester dans le groupe Ebra. »* Au *Républicain lorrain* par exemple, le cabinet Secafi a présenté, en septembre 2021, un rapport au CSE de l'entreprise, relevant : « Le Républicain Lorrain *a vu ses effectifs se réduire de 31 % . Cette baisse est la conséquence directe du plan de redressement initié en 2018 par Philippe Carli pour permettre au pôle Presse de renouer avec un équilibre financier. Les effectifs ont été utilisés comme variable d'ajustement pour compenser la baisse du chiffre d'affaires. Cela s'est traduit par des départs significatifs et très peu d'embauches. »*

> **Nous pouvons multiplier les équipes mais si je retire la partie *Républicain Lorrain* et *L'Est Républicain* du groupe Ebra nous serons financièrement aussi bien que *Ouest-France.***
> **Philippe Carli, pdg du Groupe Ebra**

Blast sort sa plume

C'est dans cette bonne ambiance et avec un dialogue social au summum de son efficacité que *Blast média* publie, depuis début septembre, une série d'enquêtes sur le groupe de presse de l'est de la France. Deux des cinq volets sont disponibles. Franck Dépretz, le journaliste, a interrogé d'anciens et d'actuels salariés des journaux du groupe Ebra. Tout en essayant de collecter un maximum de preuves factuelles. *« Le SNJ n'a jamais voulu répondre à mes questions. Ce qui n'est pas le cas de la Filpac »*, explique-t-il. Ces témoignages abondent tous dans le même sens. Surcharge de travail, des chefs et des responsables ne pensant qu'à la politique du clic, articles bâclés, perte de sens du métier, pressions en tout genre, le tout à grands coups de tableurs et autres graphiques. *« Chaque mois, les 22* « éditions Web » *des trois titres lorrains et francs-comtois sont mises en concurrence, en fonction de la moyenne de visites au regard du bassin de population. Le document récapitulatif envoyé par le rédacteur en chef se conclut par le « Top 40 des contenus »*. Accidents mortels de la route et meurtres les plus glauques caracolent en tête des vues. Loin derrière, les premiers contenus hors faits divers sont des galeries photos : *« Mariés du week-end », rentrée des classes, défilé de la Saint-Nicolas, quatrième et dernier dimanche d'ouverture des commerces avant Noël. »* (*Blast* 22/08/22).
Dans le même article, Franck Dépretz interroge un journaliste du *Républicain Lorrain* qui *« était fier de publier une enquête sociale sur la condition des nou-*

> **(...) Je passais mes nuits à me documenter pour trouver de nouvelles idées de sujets. J'en pleurais derrière mon PC...**
> **Matthieu, journaliste au *Républicain lorrain***

veaux immigrés économiques de son bassin de vie. Du bon journalisme : trois mois de travail, des heures de terrain, mais... 4 000 clics. Seulement. « Mon supérieur m'a montré la photo d'un pigeon mangeant une frite sur un casque de moto. Il m'a dit : "Tu vois cette photo ? Elle fait 30 000 clics. Et ton article, il fait sept fois moins." Tout était dit. » De là à prendre les lecteurs de la PQR pour des pigeons, il n'y a qu'un pas.

« Zélé et maltraitant »

La mise en place du Digital first s'est faite aux forceps. En pensant que l'information était un bien de consommation se vendant comme une assurance bancaire, le Crédit mutuel asphyxie les journalistes et abrutit les lecteurs. *Blast* publie un autre témoignage : *« La direction générale est à fond dans le Digital First. Elle a mené la révolution (numérique, NDLR) avec un rouleau compresseur, incarné par un rédacteur en chef très zélé et maltraitant. »* D'après les témoignages concordants recueillis par *Blast*, ce réd' chef serait Sébastien Georges, rédacteur en chef du *Républicain Lorrain*, de *L'Est Républicain* et de *Vosges Matin*. Avec un « management centralisé » et « verticalisé », *« Il mène sa gestion humaine complètement à l'inverse de ce qu'il prétend à longueur de mails,* certifie ce confrère. *S'il t'aime bien, il te dit "Tu es bon. On va donc te donner du boulot et des responsabilités en plus." Toujours plus, beaucoup trop parfois... Mais s'il ne t'aime pas, il t'ignore et t'accable : si quelqu'un ne lui dit même pas non mais simplement "bof", il peut se mettre à crier, à insulter les gens. »* (Blast 13/09/22). Une mauvaise habitude semble-t-il dans le groupe, comme l'écrit Franck Dépretz avec le récit d'un ancien journaliste du *Républicain Lorrain* : *« Insomnies toutes les nuits, crises d'angoisse, envies de pleurer contenues toute la journée...* Mathieu n'en pouvait plus d'arriver au travail *« la boule au ventre »* : *« Je voulais repartir avant même d'entrer dans la locale, raconte-t-il encore marqué de ce cauchemar. Je n'arrivais plus à fournir d'articles. Je passais mes nuits à me documenter pour trouver de nouvelles idées de sujets. J'en pleurais derrière mon PC... »* Un jour, le jeune journaliste *« pète un plomb »*, *« À ce moment-là, c'était soit je donnais ma démission, soit je... »* Franck Dépretz a pu rencontrer Sébastien Georges, mi-septembre de cette année, pendant une soirée de *Vosges Matin* : Les lauriers des collectivités (sic) Cette cérémonie, aussi guindée qu'inutile, permet de flatter des collectivités, grandes pourvoyeuses de budgets publicitaires. Le red'chef devait donner une interview vidéo à une collègue de Franck Dépretz (après les cinq volets de l'enquête, un film fera office de conclusion). *« Il a refusé de nous répondre. Il est ensuite parti vers les convives, nous l'avons suivi en lui posant des questions sur le turn-over dans ses journaux, sur le management par la peur,* raconte Franck Dépretz. *Mais il se terre dans le silence. Il déambule comme ça pendant cinq minutes. Personne n'est venu vers lui, personne n'est venu pour s'interposer. »* Les journalistes de *Blast* se sont arrêtés face à cette situation d'abord comique, puis pathétique.

« Nous avons su développer un véritable dialogue »

En janvier dernier, le PDG du Crédit mutuel et Philippe Carli du groupe Ebra étaient auditionnés par les sénateurs pour parler de la concentration des médias. Leur présentation idyllique de la vie dans le groupe de presse est étonnante. *« Toute notre transformation s'est faite sans aucun départ contraint, appuyée sur des accords signés de manière majoritaire par les partenaires sociaux. Cela montre que nous avons su développer un véritable dialogue. »* Philippe Carli appuie ses propos sur l'obtention d'un label RSE, *« (qui) dépendait d'ailleurs du résultat obtenu à l'issue de l'envoi d'un questionnaire à l'ensemble de nos salariés, fournisseurs et clients »*.

> **Toute notre transformation s'est faite sans aucun départ contraint, appuyée sur des accords signés de manière majoritaire par les partenaires sociaux.**
> **Philippe Carli devant le Sénat**

« Le jour où il y aura un drame, le groupe Ebra pourra lister tous les trucs de prévention aux risques psychosociaux qu'il a mis en place pour se dédouaner, lâche un élu du comité social et économique du *Progrès. Mais ça reste de l'enfumage. L'unique levier d'action pouvant vraiment mettre fin à la souffrance au travail n'a jamais été activé : l'augmentation des effectifs. »* (*Blast* 13/09).

Franck Dépretz a prévu trois autres épisodes à raison d'une publication mensuelle sur le site de *Blast*, plus une vidéo. Le journaliste avait tellement à raconter sur la première vraie enquête sur cette concentration des médias à l'échelle régionale. Mais surtout sur les conséquences sociales et humaines de cette marche forcée, foulant aux pieds tous les principes du travail d'une rédaction. Séquencer en épisodes et mutualiser l'écrit avec la vidéo devrait pourtant plaire à Philippe Carli, lui qui adore tellement les séries télé. ●

DANS LE SUD-EST, DES IMPRIMERIES EN VOIE DE DISPARITION

***La Provence* et *Nice-Matin* appartiennent à des patrons différents. Pourtant, une stratégie de mutualisation de leurs imprimeries est en cours.**

JÉRÉMIE DEMAY

Il existe déjà la concentration des médias classiques. Bolloré, Arnault, ou le Crédit mutuel achètent plein de titres de presse. La mutualisation de plusieurs services (impression, régies publicitaires, et rédactions) achève le pluralisme, mais aussi l'emploi. Dans le Sud-Est, ils innovent. Avec des propriétaires et des intérêts divergents, ils mutualisent quand même l'impression. Ce phénomène de concentration indirecte bafoue tous les principes d'indépendance et de pluralisme. L'important pour les patrons n'est pas là. Pour ces soutiers : une imprimerie au lieu de deux, ça donne moins de travailleurs, moins de revendications, moins de pannes de machines, donc finalement plus d'argent !

« Nous ne sommes pas tenus informés »

À la manœuvre Xavier Niel. Le patron de Free, mais aussi actionnaire du groupe Le Monde, (*Le Monde, Télérama, La Vie*...) a acheté *Nice Matin*. Est-ce pour cirer les pompes de Christian Estrosi ? Peut-être. En tout cas, il lorgne surtout sur les 70 000 m² du site du journal. Face à lui, Rodolphe Saadé, patron de *La Provence*. Après un combat de chiffonniers, il a pu racheter les parts de Xavier Niel, qui décidément aime la presse du Sud. L'issue de la transaction est simple. Xavier Niel a conditionné la vente de ses 11 % de *La Provence* à la création d'une imprimerie commune aux deux titres. Chacun y investit 20 millions. Que deviendont les deux sites imprimeries actuels ? *« Les syndicats n'ont pas travaillé dessus. Nous ne sommes pas tenus informés »*, explique Alexandre Sare, secrétaire du CSE de *Nice-Matin*, délégué de la Filpac-CGT. Le site d'impression de Marseille a été vendu. L'imprimerie devrait déménager, au plus tard, le 31 décembre 2024, sous peine de pénalités par jour de retard. On parle d'une enveloppe entre 13 000 et 15 000 euros par jour… *« Il faut imprimer, soupire le syndicaliste. Où ? Quand ? Comment ? »* Autant de questions aujourd'hui sans réponse franche. En tout cas, la position syndicale est claire : *« On ne veut pas d'un imprimeur indépendant ! L'imprimerie doit rester dans le titre. »*

Le pluralisme marketing est en marche

La logique des deux industriels est limpide : ils veulent baisser les coûts au maximum. En délocalisant plus loin le centre d'impression, tous les salariés ne pourront et ne voudront pas suivre.
D'après Alexandre Sare, le terrain serait déjà identifié du côté du Cannet-des-Maures. Soit exactement entre Nice et Marseille, à près de 100 kilomètres des deux villes. Il semblerait aussi que les deux rotatives de Nice seraient transférées sur place, quand celles de Marseille seraient démantelées. L'uniformisation des formats des journaux est également à l'étude pour se diriger vers un tabloïde, des titres identiques sur la forme permettant de réduire les manipulations et le coût d'impression. D'ailleurs, la suite naturelle ne serait-elle pas de mettre en commun des pages entières comme celles traitant de l'actualité nationale et internationale ? *« Ça me paraîtrait logique »* appuie Alexandre. Forme identique et fond partiellement similaire, le pluralisme marketing est en marche.

Exclusion des syndicats ?

Autre interrogation sur cette manœuvre : quelle sera l'identité juridique de cette nouvelle imprimerie ? Filiale commune aux deux groupes de presse ? Ou plus simplement une entreprise à part, avec comme clients principaux *Nice-Matin* et *La Provence* ? Si cette dernière option est choisie, les deux patrons pourront se frotter les mains. Pourquoi ? Tout simplement parce que les représentants syndicaux de l'imprimerie ne siégeront plus dans les CSE des deux groupes. Avec ce départ, en cas de grèves à l'imprimerie, Niel et Saadé pourront même changer de prestataire, réduisant de fait, l'impact du mouvement... Un journal sans syndicat puissant, le rêve pour les argentiers de la presse. Une certitude tout de même dans cette mutualisation silencieuse : les pages politiques ne seront pas touchées. Difficile de servir la soupe dans le même bol aux deux coqs de la droite, Estrosi et Ciotti. Autre évidence : les pages football ne mélangeront jamais l'Olympique de Marseille avec l'OGC Nice. Le foot est tellement plus important que les enjeux démocratiques. ●

Un journal sans syndicat puissant, le rêve pour les argentiers de la presse.

POUBELLE, LA VIE

C'est l'histoire d'une lutte, celle des éboueurs d'Auxerre, qui commence mal et finit plus mal encore. Et qui, a posteriori, rappelle tout ce qu'une section syndicale aurait pu apporter à un mouvement revendicatif parti comme une allumette qui s'embrase, et s'est fait étouffer d'un coup de talon. Aucun rapport avec le cœur de métier de la Filpac, mais tout à voir avec la solidarité, c'est notre dessinateur Rust, qui nous a mis sur le coup… Cet été, il se trouvait « sur zone », comme disent les correspondants de guerre, et nous pas très loin. Alors, nous y sommes allés, de concert.

ANNE DUVIVIER
RUST

L'a-t-on vraiment remarqué ? Les grèves d'éboueurs se sont multipliées depuis le début de l'année. Aix-Marseille en janvier, Paris en juin.
À Auxerre aussi, les conditions de travail de ces salariés ne cessent de se dégrader : enchaînement de CDD d'un ou deux mois pendant des années, non-remplacement de huit agents titulaires, inadaptation des horaires de travail, salaires de 1 450 euros en moyenne… Les éboueurs demandent une augmentation de 300 euros par mois, la titularisation des plus précaires d'entre eux, l'adaptation de leurs horaires afin qu'ils puissent commencer plus tôt et travailler les jours fériés au lieu du samedi, le recrutement de huit nouveaux agents pour compléter l'équipe insuffisante.

Personne ne les écoute…
Mais personne ne les écoute. Il faut dire que les dernières élections municipales ont amené à la mairie le LR Crescent Marault, poulain de Guillaume Larrivé, l'ex-sarko-boy, qui lui n'a jamais réussi à se faire élire à ce poste, et a été dégagé de sa fonction de député aux dernières législatives.
Crescent Marault, c'est un genre de maire – et président de la communauté d'agglomération de l'Auxerrois – assez particulier : un genre à avoir été condamné par le tribunal de Sens pour prise illégale d'intérêts[1], et à choisir un directeur de cabinet également condamné[2]. La gestion municipale étant à l'image de ses dirigeants, il règne désormais une drôle d'ambiance à Auxerre, mais ceci est une autre histoire.
Las d'être ignorés, les éboueurs, une vingtaine d'agents sur vingt-trois, décident le 7 juillet dernier de se mettre en grève, pensant ainsi contraindre le maire à les rencontrer et à écouter leurs doléances.
On est en pleine saison touristique, il fait très chaud, l'amoncellement des sacs sur les trottoirs doit constituer un argument de poids. Mais à leur surprise, c'est silence radio à la mairie, jusqu'à la publication d'une vidéo sur l'Instagram de la commune, dans

1. Le 14 décembre 2021, à huit mois de prison avec sursis, un an d'inéligibilité avec sursis et 10 000 euros d'amende. Il refuse de démissionner malgré les concerts de casserole organisés devant la mairie.
2. En 2018 par le tribunal de Bordeaux, avec dispense de peine, pour « *usage public sans droit de véhicule avec des signes identiques à la police* », et licencié de son poste dans une précédente municipalité pour faute grave (« *manquement à son devoir de probité envers la ville* ») selon les informations de notre confrère Auxerre TV.

***« Ce soir, les quais de l'Yonne seront tout propres et vous attendent nombreux pour le feu d'artifice »* peut-on lire sur Facebook.**

laquelle on découvre un Crescent Marault hilare, flanqué de quelques acolytes, ramassant lui-même des poubelles dans le centre-ville. « Ce soir, les quais de l'Yonne seront tout propres et vous attendent nombreux pour le feu d'artifice » peut-on lire sur Facebook.

Un maire en vacances

Les grévistes ne trouvent pas cela drôle. D'autant que peu après, monsieur le maire part en vacances, laissant sur le trottoir les premiers de corvée, leurs concitoyens et leurs sacs. Une réunion du conseil communautaire est prévue à l'agenda… le 5 septembre.

Le désarroi et l'inquiétude montent d'un cran chez les éboueurs, qui n'avaient pas imaginé un tel scénario. Désormais, en plus du refus d'être entendus, ils encaissent la menace de ne pas être payés pendant tous ces jours, voire d'être virés pour ceux au statut fragile.

Mickaël, leur porte-parole a pris sa carte à l'Unsa-Territoriaux au début du mouvement, mais aucun autre éboueur n'est syndiqué, ou même n'avait manifesté auparavant. *« On est des novices de la lutte, mais on est soudés ! »*

Il leur vient des soutiens, multiples. D'Auxerrois, compréhensifs et indignés par le comportement général et particulier du maire, de l'opposition

« On est des novices de la lutte, mais on est soudés ! »

municipale, de syndicats, CGT, FO. On vient les voir sur le lieu du dépôt, on klaxonne en passant…

Les rues commerçantes du centre-ville ont l'air propres, la mairie fait intervenir on ne sait trop qui venant d'on ne sait trop où dans des véhicules pas spécialement appropriés, siglés Suez entre autres. Mais, disent les éboueurs, il ne faut pas aller bien loin autour pour trouver les trottoirs jonchés de sacs, sans parler des quartiers périphériques et populaires, complètement délaissés, est-il besoin de le préciser ?

Un curieux appel d'offres

Les jours passent, sous la canicule, quand, le 19 août, coup de tonnerre. On apprend que le maire président de la communauté de communes a lancé un appel d'offres pour le ramassage des poubelles des vingt-neuf communes de l'Auxerrois, de septembre à décembre.

Montant : 214 000 euros. Crescent Marault se prétend dans les clous puisqu'il a reçu une délégation allant jusqu'à 230 000 euros.

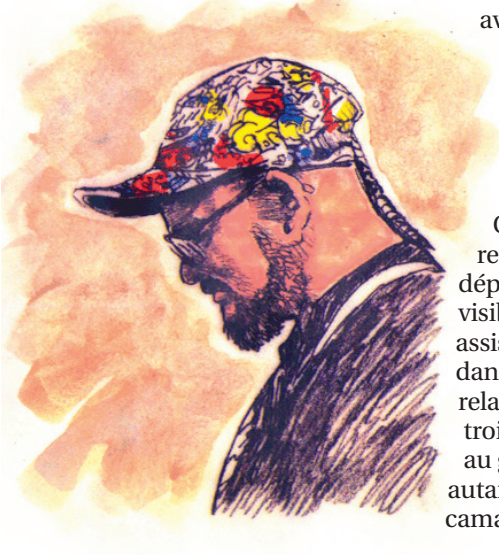
Si l'appel d'offres aboutit, au bout des quatre mois de ramassage par la société privée qui aura remporté le marché, le maire pourrait licencier tous les éboueurs municipaux, le service n'existant simplement plus. Non seulement ils n'ont rien obtenu, mais ils sont menacés de perdre le peu qu'ils avaient.

On découvrira finalement que l'appel d'offres a été retiré, la délégation reçue du conseil communautaire ne couvrant pas la passation d'un tel marché de service public, mais sur le moment, le coup de bluff a produit l'effet escompté.

Les maires de la communauté de communes finissent par bouger, et organisent à l'initiative de Nicolas Briolland, maire d'Augy, en périphérie d'Auxerre,

Tout ce qu'ils demandent, c'est de s'asseoir à une table de négociations. Si on le leur promet, ils reprendront le travail *« même si rien n'a encore été signé »*...

une réunion le 22 août, pour écouter les éboueurs. Seulement dix-sept élus sur vingt-neuf font le déplacement. Bien entendu, Crescent Marault n'est pas là.
Les éboueurs qui se disent *« soulagés d'être enfin entendus »*, au bout de 42 jours de grève, arrivent avec des concessions majeures, en particulier l'abandon de l'augmentation de salaire de 300 euros et sortent de la réunion pleins d'optimisme.
Deux jours plus tard, à l'invitation de Auxerre Écologie Solidarités, un rassemblement de soutien est organisé le matin au piquet de grève, et un second citoyen de protestation Poubelles devant la mairie, le même jour, à 18 heures.
Nous sommes des deux manifs, avec Rust, qui depuis près d'un mois publie un dessin quotidien jubilatoire sur le site de notre confrère Auxerre-TV, en solidarité avec les grévistes, et irrévérence envers le maire.



Juste s'asseoir à une table de négociations

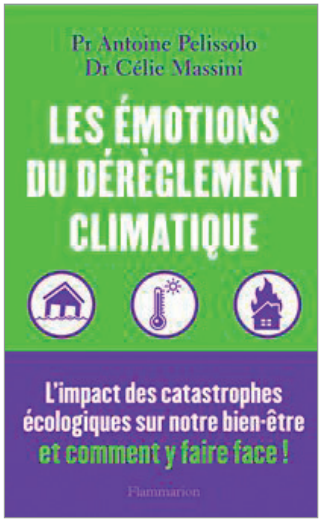
Ce 24 août, nous retrouvons au dépôt ces travailleurs visiblement fatigués, assis près de la sono dans un coin d'ombre relative, deux ou trois syndicalistes au gilet siglé FO, autant de l'Unsa, deux camarades de la CGT, un élu d'opposition et une poignée de journalistes des médias locaux. Une « gilet jaune » circule avec une corbeille de tomates cerises, *« elles viennent de mon jardin »*.
Mickaël explique inlassablement que ses collègues et lui ne seront pas présents pas le soir à l'hôtel de ville avec des politiques, ne voulant en aucun cas être « récupérés ». Tout ce qu'ils demandent, c'est de s'asseoir à une table de négociations. Si on le leur promet, ils reprendront le travail *« même si rien n'a encore été signé »*...
« Ils sont gentils » constatent amèrement les élus communistes et écolos qui les soutiennent, à 18 heures, sur les marches de la mairie, cependant que des Auxerrois viennent y déposer leurs sacs-poubelles, sous les applaudissements d'une petite foule débonnaire et solidaire.
Coïncidence, le 24 août est aussi l'anniversaire de la libération d'Auxerre. À l'heure du rassemblement citoyen devant la mairie, Crescent Marault, pour une fois très visible, est annoncé avec les autorités civiles et militaires, fanfare de l'AJA en tête, dans la rue principale. Occasion rêvée de l'interpeller, proposent des manifestants... Mais quelqu'un observe que ce ne serait peut-être pas respectueux des anciens combattants et des familles de déportés dans le cortège, alors, ils renoncent et restent sur le trottoir, leurs pancartes à la main. D'ailleurs, le maire s'est éclipsé discrètement.
Et voilà que surgissent dans la moiteur du soir, plusieurs véhicules militaires, américains en majorité, refaits à neuf et briqués, occupés par des hommes et des femmes en uniforme d'époque, à l'évidence ravis de leur effet, les bras pendant avec désinvolture à la portière, en une parodie d'un goût douteux. Direction, la réception et les petits fours. Et les derniers de cordée, médusés, regardent silencieusement ce pitoyable spectacle dans lequel ce ne sont certes pas eux qui manquent de respect aux anciens combattants et aux familles de déportés.
Le 31 août, Crescent Marault fait parvenir à la presse un très long communiqué, d'où il ressort, que sans même attendre la réunion du 5 septembre, il ne satisfera aucune revendication des grévistes et assure que la reprise normale de la collecte s'opérera dès la rentrée, deuxième affirmation aussi inquiétante, sinon plus, que la première.
Le 5 septembre, se tient la fameuse réunion des maires de l'agglomération auxerroise. Vingt-deux sur vingt-huit suivent Crescent Marault et rejettent les revendications des grévistes. Il leur est proposé le paiement de 60 % des jours de grève et l'étalement des retenues des 40 % restant sur plusieurs mois, mais à condition qu'ils reprennent le travail sous 48 heures. On évoque quatre titularisations, *« mais quand, comment ? »* s'interroge Mickaël. Enfin, les tournées quotidiennes passent de onze... à neuf, ce qui entraîne une nouvelle détérioration des conditions de travail.
Sonnés, les éboueurs s'interrogent : *« On a peut-être été trop gentils ? »* Ils commencent par refuser l'ultimatum, puis un de leurs collègues fait un malaise, qui en dit long sur l'épuisement et le stress après soixante-quatre jours de conflit.
Le 6 octobre, ils ont repris le travail, dans la plus grande incertitude de l'avenir. ●

Lire, comprendre, agir

ANNE DUVIVIER

Mais pourquoi ne faisons-nous rien ?! Qu'est-ce qui pousse nombre d'entre nous à ne pas changer d'habitudes de vie, à continuer à fantasmer technologie et confort, à considérer que le dérèglement climatique n'est pas si avéré... « la preuve, il pleut »... bref, à détourner les yeux de la catastrophe en cours ? Comment d'autres, plus lucides, vivent-ils ce déni et cette menace ? Et surtout, que pouvons-nous encore faire ? Voici succinctement présentés, trois ouvrages qui tentent de nous propulser sur le chemin de la conscience et celui d'une urgente action, avec un maître-mot : l'entraide.

« Airbus vient de décrocher un contrat de 30 milliards de dollars pour 430 moyen-courriers. C'est une très bonne nouvelle. *Je repose ma tartine, je dois avoir mal entendu. […] Car honnêtement, comment voulez-vous croquer chaque jour la même tranche de pain en entendant des choses aussi contradictoires ? Comment les mêmes personnes, les mêmes journalistes, les mêmes directeurs de programmes radio, peuvent-ils jour après jour, rédiger coup sur coup des communiqués aussi incohérents que la mauvaise nouvelle du réchauffement climatique et la bonne nouvelle d'un contrat industriel qui va accentuer ce même processus ? »*
Cette question et cette indignation, c'est Sébastien Bohler, docteur en neurosciences, qui les partage, dans son livre *Le Bug humain* [1].
Nous avons une tendance inconsciente à privilégier les informations qui vont dans le sens de nos croyances et à douter des autres, constatent pour leur part deux médecins, le professeur Pelissolo et le docteur Massini, dans leur essai *Les Émotions du dérèglement climatique* [2]. On essaie de ne pas voir, ou on accorde une confiance démesurée aux innovations technologiques à venir, avec l'argument convenu : on trouvera bien une solution, on s'en est toujours sorti jusque-là.
« La terre, en tant que planète, survivra à l'espèce humaine, c'est évident. Mais dans combien de temps les humains risquent-ils de ne plus pouvoir survivre sur la terre ? » interrogent-ils.
« Pour moi aussi, ça reste un effarement presque quotidien, avoue ce père à son fils [3]. *On dirait qu'ils s'appliquent méthodiquement à faire ce qu'il ne faut pas faire, ou même à détruire volontairement ce qu'il nous reste de biosphère... Pourtant ils savent que nous dépendons tous de la terre. Ils savent, ils ont des enfants... et ils ne font rien. On aurait pu dire inconscience, paresse ou déni, il y a quelques années, mais là, ça relève clairement de l'incompétence, du cynisme, et peut-être même de la corruption. Franchement, ça me dépasse. »*
Nous allons, dans le meilleur des cas, devoir changer de vie, par choix ou acculés par les événements. Pourquoi, face à la catastrophe, continuons-nous alors à agir comme par le passé ? Qu'est-ce qui chez chacun de nous comme chez nos politiques, dysfonctionne à ce point d'aveuglement ?
Sébastien Bohler en appelle aux neurosciences pour expliquer comment une partie de notre cerveau, le striatum, est programmée pour rechercher toujours plus de satisfaction immédiate en fournissant le moins d'efforts possibles, quand le cortex préfrontal, lui, nous permet de planifier et de prendre du recul, avec des degrés variables selon les personnes, leur environnement, leur éducation etc. Contrairement à ce qu'on pourrait penser d'un sujet si pointu, ce petit livre, un vrai succès de librairie, est à mettre entre toutes les mains. Facile à lire et très concret, il bouscule et nous entraîne hors de nos approches morales et idéologiques... pour mieux y revenir. Car la connaissance de nos mécanismes neuronaux ne vaut que si elle permet de mieux ajuster notre attitude. Rien de moins facile. Le dérèglement climatique et les événements dévastateurs



« La terre, en tant que planète, survivra à l'espèce humaine, c'est évident. Mais dans combien de temps les humains risquent-ils de ne plus pouvoir survivre sur la terre ? »

dont il est porteur, ne nous atteignent pas seulement physiquement. De récentes études scientifiques sur lesquelles s'appuient Antoine Pelissolo et Célie Massini, montrent à quel point ceux-ci accentuent et suscitent d'importants troubles psychiques. On commence à mesurer les effets de la pollution sur le développement de l'autisme, des troubles bipolaires, de la dépression, de la schizophrénie, de la maladie d'Alzheimer… mais aussi des troubles anxieux et dépressifs liés au covid, aux confinements, aux événements climatiques extrêmes, à la perspective de la multiplication des conflits armés en raison de la raréfaction des ressources, des mouvements éco-migratoires et de la compétition pour les terres arables. C'est la fameuse « éco-anxiété » : *« L'éco-anxieux se débat avec plusieurs peurs : une peur de perdre, une peur de souffrir, une peur de ne pas supporter le changement, une peur de sentir l'explosion de son monde en mille morceaux sans que ce soit perceptible… ce qui est en soi terrifiant. »* Bien difficile, dans cette situation, de parler de solutions, même si le confinement nous a laissé entrevoir en quelques semaines une chute spectaculaire de la pollution, liée à l'arrêt de nos activités destructrices, et donné le goût d'un autrement, avant un retour désespérant à la case départ. Au travers de ces trois livres, se dessinent des conseils de bon sens à usage individuel et collectif : nous connecter le plus possible aux arbres, à la forêt. Antoine Pelissolo et Célie Massini nous apprennent au passage que la marche en forêt, entre autres bienfaits, réduit même le taux de sucre dans le sang des personnes diabétiques… Privilégier les « cercles de parole », comme après un deuil, qui agissent comme des psychothérapies de groupe et peuvent être le prélude à une action commune. *« Lorsque le danger est trop grand, impossible à gérer, et qu'on ne peut ni fuir ni combattre ; alors c'est un réflexe de survie de faire le mort, de se dissocier. Beaucoup d'animaux font cela. La clé pour se sortir de cette situation, c'est-à-dire pour revenir vers le chemin de l'action, c'est de trouver des ressources, de trouver de l'aide, de recréer des liens avec ton entourage »* explique ce père en conversation avec son fils, sous la plume de Pablo Servigne et Gauthier Chapelle. *« Il faut revoir toute notre manière de penser et de s'organiser. Toute la mondialisation, le commerce, les transports, toute notre manière de cultiver et de manger. Tout. »* Et il martèle ce message qui paraît si évident sur le papier : *« La clef de la survie, c'est l'entraide, parce qu'on s'en sort mieux avec les autres que tout seul. »* La suite, c'est à nous de la bâtir, avec ces jeunes rejetant les dogmes des grandes écoles pour choisir un métier manuel, enchaînés aux grilles des chantiers par lesquels on veut détruire des jardins ouvriers, retournant les greens de golfs si bien hydratés, boycottant une compétition de foot rendue possible par l'exploitation criminelle de travailleurs pauvres… et tous ceux de bonne volonté. ●

1. ***Le bug humain - Pourquoi notre cerveau nous pousse à détruire la planète et comment l'en empêcher,*** Sébastien Bohler, Robert Laffont, réédition en poche 2020, 7,95 €.
2. ***Les émotions du dérèglement climatique - L'impact des catastrophes écologiques sur notre bien-être et comment y faire face !,*** Pr Antoine Pelissolo, Dr Célie Massini, Flammarion, 2021, 19 €.
3 ***L'effondrement (et après) expliqué à nos enfants… et à nos parents,*** Pablo Servigne, Gauthier Chapelle, Seuil, septembre 2022, 12 €.

Disparition

A.D

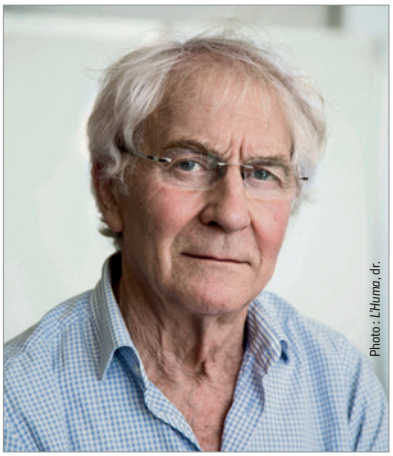


Photo : L'Huma, dr.

Il nous manquait déjà depuis tous ces mois où la maladie l'avait enlevé à l'écriture et à l'action. Sociologue, ancien directeur de recherche au CNRS, Michel Pinçon vient de mourir et nous sommes nombreux à nous associer au chagrin de sa femme, Monique. Ardennais, c'est à sa chère vallée de la Meuse qu'il avait consacré un de ses premiers ouvrages, *Désarrois ouvriers, familles de métallurgistes dans les mutations industrielles et sociales en 1987*, avant de choisir comme cible d'étude privilégiée la grande bourgeoisie et les élites sociales, toujours en collaboration avec Monique, également ancienne directrice de recherche au CNRS. Disciples de Bourdieu, pleinement engagés, leur ton de joyeuse férocité tranche avec le style habituel de ce type de travaux.
À lire ou à relire, parmi leurs publications communes, *Le Président des riches, Enquête sur l'oligarchie dans la France de Nicolas Sarkozy* (2011), *La Violence des riches, Chronique d'une immense casse sociale* (2014), et *Le Président des ultra-riches, Chronique du mépris de classe dans la politique d'Emmanuel Macron* (2019) qui s'achève sur ces lignes :
« Christophe Castaner déclarait, le 7 décembre 2018, qu' « environ 10 000 "gilets jaunes" dans toute la France, ce n'est pas le peuple, ce n'est pas la France, c'est une petite minorité ». Le prenant au mot, nous lui répondons ceci : quelques milliers d'ultra-riches en "costard sombre", ce n'est pas le peuple, ce n'est pas la France, c'est une petite minorité. On ne peut pas les laisser, ces factieux à Rolex, ces casseurs en col blanc, continuer à piller nos vies. » ●

Le président des riches – Enquête sur l'oligarchie dans la France de Nicolas Sarkozy, Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, 2011, La Découverte, 10,90 €.
La violence des riches – Chronique d'une immense casse sociale Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, 2014, La Découverte, 12 €.
Le président des ultra-riches – Chronique du mépris de classe dans la politique d'Emmanuel Macron, Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, 2019, La Découverte, 14 €.

Arrêtez de harceler la liberté !

JÉRÉMIE DEMAY

C'est un détail passé inaperçu dans le brouhaha médiatique. Aurore Berger a été nommée, fin septembre, administratrice de France Télévisions pour représenter la commission des Affaires culturelles de l'Assemblée nationale. Elle est députée et siège dans cette commission. Alors pourquoi pas siéger dans le CA de France TV ? Sauf que, dans un monde sans conflits d'intérêts, ce poste est réservé au président ou à la présidente de cette commission.
Le plus gênant dans cette histoire ne se trouve pas dans ce non-respect d'une tradition. Aurore Berger pilote aussi, à l'Assemblée, la réforme de l'audiovisuel public. Ce même projet voulant faire taire les journalistes en tenant les cordons de la bourse. Déjà, la fin de la redevance est une atteinte grave à l'indépendance de ces médias. Mais, en rapprochant les France Bleu et les France 3 en région, c'est autant d'espaces journalistiques en moins. Le tout sur fond d'économie. Et tant pis, si les citoyens en région n'ont plus accès à une information pluraliste. Aurore Berger pourra d'un côté à l'Assemblée démonter France Télévisions, et en interne porter l'estocade aux quelques récalcitrants. Un cynisme à toute épreuve !

Les puissants peuvent continuer leurs affaires entre eux. Les citoyens auront de vrais débats d'une importance capitale : pourquoi la pénurie de moutarde a-t-elle touché la France et pas l'Italie ? Les footballeurs milliardaires sont-ils débiles ou simplement cons ?

Le même cynisme qui a conduit les sénateurs de droite à caviarder largement leur rapport sur la concentration des médias. Décidément, la presse dérange. Qu'elle soit sur papier, à la radio, ou à la télé, il devient urgent pour nos gouvernants et leurs acolytes milliardaires de faire taire ces empêcheurs de tourner en rond. Un monde sans journaliste ouvre la voie à une société où la version officielle devient la seule information.
Depuis plusieurs années, les outils législatifs se développent pour contrer ces esprits libres. Secrets des affaires, procédures baillons, secret des sources mis à mal... Ces entêtés de l'information tiennent bon. Alors, la réponse la plus efficace reste d'éliminer leurs supports. Les médias se transforment en simples canaux de communication. Les puissants peuvent continuer leurs affaires entre eux. Les citoyens auront de vrais débats d'une importance capitale : pourquoi la pénurie de moutarde a-t-elle touché la France et pas l'Italie ? Les footballeurs milliardaires sont-ils débiles ou simplement cons ? Mettre des bâtons dans les roux, est-ce une forme de harcèlement sexuel ?
Pour éviter ces travers, une seule solution : informez-vous et montrez aux argentiers de la presse que le public veut des enquêtes, des reportages, des analyses contradictoires. Achetez la presse pour payer dignement les imprimeurs, les journalistes, les distributeurs. Lisez les journaux pour argumenter votre refus d'être asservis. Les journaux valent mieux que des jours noirs. ●

Design graphique et photo : Frédéric Joffre. www.fredericjoffre.com / ©filpac cgt. 2022.